la lettre de l'InSHS

N°76 | mars 2022

Édito

de Fabrice Boudjaaba,
Directeur adjoint de l'InSHS

Les programmes d'investissement d'avenir (PIA) sont devenus en France, depuis une décennie, un des modes de financement public et de transformation majeur du paysage de la recherche. Les Idex, Labex et autres EUR sont ainsi devenus des acronymes familiers [p2]

NOUVELLES DE L'INSTITUT
L'InSHS accueille quatre nouveaux membres [p3]

À PROPOS
Le médecin face à la douleur, XVIe-XVIIIe siècles. Un webdocumentaire
Quel était le rapport des médecins à la douleur avant l'utilisation des anesthésiques au XIXe siècle ? Considéraient-ils la douleur de leurs malades comme un mal inévitable ? S'y montraient-ils attentifs ou au contraire indifférents, comme on a parfois tendance à l'imaginer aujourd'hui [p4]

FOCUS
« Le monde en musée », cartographier les collections d'objets d'Afrique en France
Créée par Claire Bosc-Tiessé et réalisée avec les doctorants de l'INHA, la cartographie « Le monde en musée. Collections des objets d'Afrique et d'Océanie dans les musées français » est accessible en ligne depuis le 28 septembre 2021 et est mise à jour au fil de l'eau [p7]

TROIS QUESTIONS À…
Grégoire Borst et Nicolas Vibert, sur le RTP Recherches autour des questions d'éducation [p10]

OUTILS DE LA RECHERCHE
Dezède : un site pour la mémoire du spectacle et du concert
Dezède est né d'une ambition : réunir au sein d'une unique base de données des informations sur l'activité des théâtres lyriques et des salles de concert [p12]

VIE DES RÉSEAUX
RUSHS : la communauté des métiers de l'image et du son au CNRS
Les disciplines des SHS accordent une place particulière à l'audiovisuel [p15]

À L'HORIZON
Socsemics : un projet ERC sur le confinement en ligne et les bulles socio-sémantique
Chargé de recherche CNRS au Centre Marc Bloch, Camille Roth a obtenu, en 2017, un financement ERC *Consolidator Grant* pour le projet Socsemics - *Socio-Semantic Bubbles of Internet Communities* [p19]

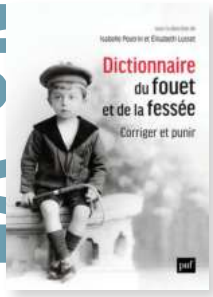
ZOOM SUR…
Anthropologie en partage : l'InSHS valorise l'anthropologie dans sa diversité
Priorité disciplinaire de l'InSHS, l'anthropologie bénéficie en 2022 d'un éclairage particulier au sein de l'Institut [p20]

CAMPUS CONDORCET # PERSPECTIVES
GED : ouverture à la consultation du fonds d'archives Pierre Bourdieu [p34]

UN CARNET À LA UNE
Agrigenre [p36]

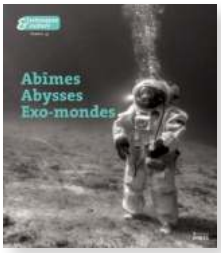
À LA UNE

LIVRE



Dictionnaire du fouet et de la fessée. Corriger et punir, sous la direction d'Isabelle Poutrin et Elisabeth Lusset, PUF, 2022
La violence exercée sur autrui dans le but de dresser, d'éduquer, de corriger ou de punir englobe des pratiques très anciennes et d'autres plus caractéristiques d'une époque, comme le bonnet d'âne dans l'école de la Troisième République. Certaines semblent si banales qu'on ne les perçoit pas d'emblée comme des objets d'histoire […]
voir toutes les publications

REVUE



Fondée en 1976, *Techniques & Culture* est une revue interdisciplinaire consacrée aux dimensions matérielles de la vie sociale. Elle s'intéresse aux techniques comme productions socioculturelles et historiques au cœur des rapports entre les humains, et entre les sociétés et leur environnement. Repensée en 2006 afin d'y intégrer de nouveaux modes de diffusion de la connaissance en sciences humaines et sociales, la revue articule différents formats à destination de publics variés […]
voir toutes les publications

PHOTO

Chasseur peyotero, membre d'un groupe de pèlerins de retour du désert de Wirikuta d'où ils ont ramené le cactus (peyotl) et le gibier sacré (le cerf) pour toute la communauté huichole

Édito

de Fabrice Boudjaaba,
Directeur adjoint de l'InSHS

Les programmes d'investissement d'avenir (PIA) sont devenus en France, depuis une décennie, un des modes de financement public et de transformation majeur du paysage de la recherche. Les Idex, Labex et autres EUR sont ainsi devenus des acronymes familiers. La quatrième vague de ces programmes de financement (PIA4) est actuellement en cours de réalisation. La deuxième série d'appels du PIA4 vient en effet de s'achever il y a quelques jours. Ce programme PIA4 a donné lieu à différents appels à projets et programmes de recherche dans lesquels l'InSHS est diversement impliqué : soit en soutien à un programme porté par le CNRS, soit comme pilote du programme déposé par la CNRS, soit encore comme partenaire d'un établissement déposant. Depuis le printemps 2021, ces appels ont nécessité, comme pour tous les instituts du CNRS, une implication intense de l'InSHS dans la construction et/ou l'accompagnement de ces projets car ils constituent un des moyens pour déployer notre politique scientifique et pour soutenir certaines thématiques de recherche.

Deux types d'appels ont particulièrement mobilisé l'Institut : d'une part, les appels « ExcellenCES sous toutes ses formes », d'autre part les appels « Programmes et Équipements Prioritaires de Recherche » (PEPR).

Les appels ExcellencES s'adressent aux établissements et sites universitaires qui, après une première vague de dépôt avant l'été 2021, avaient jusqu'au 31 janvier 2022 pour déposer de nouveaux projets. Ils visent, selon l'ANR qui met en œuvre ces dispositifs pour le compte du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), « à reconnaitre l'excellence sous toutes ses formes et à accompagner les établissements d'enseignement supérieur et de recherche porteurs d'un projet de transformation ambitieux à l'échelle de leur site dans la mise en œuvre de leur stratégie propre, élaborée à partir de leur dynamique territoriale et de leurs besoins spécifiques ». Ces appels, à l'inverse de dispositifs plus anciens de type Labex, Equipex, EUR etc., n'imposent donc pas de cahiers des charges précis sur la nature du dispositif à créer. Les projets déposés sont donc extrêmement variés dans leurs formes et leurs objectifs selon les établissements déposants. Dans ces projets, le CNRS est de manière presque systématique impliqué par le biais de ses unités mixtes de recherche (UMR) présentes sur les sites ; néanmoins, son implication en qualité d'organisme de recherche — qui se traduit par une lettre d'engagement et une évaluation des ressources humaines CNRS engagées dans le projet — n'est pas automatique. Comme les autres instituts, l'InSHS a veillé à ce que les projets déposés tiennent bien compte de la place des UMR dans le dispositif financé et, d'une manière générale, à ce qu'il comporte un véritable volet recherche ; il n'a donc pas soutenu l'ensemble des projets. Cas particulier, l'Établissement public Campus Condorcet a déposé un projet intitulé *Crossings*, consacré aux inégalités. L'InSHS a co-initié et activement participé à la rédaction du projet, dans la mesure où le CNRS est l'un des onze membres fondateurs du Campus.

Les projets de PEPR, quant à eux, ont été déposés en deuxième vague au plus tard le 28 février dernier. Ils s'adressent aux organismes de recherche qui en sont les porteurs avec parfois, dans un nombre de cas limité, un co-portage universitaire. Ces programmes portent sur des grandes thématiques de recherche dont une partie est prédéfinie dans l'appel, parfois en lien avec des stratégies d'accélération, et dont une autre est ouverte ; ils ont pour objectifs de « construire ou consolider un *leadership* français dans des domaines scientifiques liés ou susceptibles d'être liés à une transformation technologique, économique, sociétale, sanitaire ou environnementale, considérés comme prioritaires aux niveaux national ou européen ». Interdisciplinaires, ils visent donc à structurer largement les communautés de recherche à l'échelle nationale avec des financements de plusieurs dizaines de millions d'euros sur six à dix ans. Au total, une vingtaine de programmes devraient être lauréats de ce PIA4 PEPR. L'InSHS intervient à différents degrés dans l'élaboration de ces projets, soit en soutien dans des projets portés par un autre institut du CNRS (un projet sur la gestion des risques naturels avec les sciences de l'univers), soit comme institut pilote du programme déposé par le CNRS dans le cas de trois d'entre eux : un projet autour des sciences du comportement, un autre sur l'analyse et l'évaluation des politiques publiques, un troisième, coporté avec l'Inalco sur la Chine. L'InSHS s'est également fortement impliqué dans l'élaboration de projets liés à la ville durable et au bâtiment innovant, au recyclage, à l'enseignement et au numérique, à la santé et au numérique, etc. Cet ensemble complète l'implication dans les derniers projets financés au titre du PIA3 sur l'éducation et l'autonomie.

Il est naturellement trop tôt pour tirer un bilan de ces appels dont la vague 2 est en cours et qui feront peut-être l'objet d'une troisième vague dans les mois prochains. Des projets refusés en première vague ont été redéposés en deuxième vague, parfois à l'invitation du rapport du jury international ; des projets inédits sont aussi apparus lors de cette seconde échéance.

Quel que soit le résultat, l'InSHS entend tirer profit de ce travail de préparation. D'une part, ces projets ont été l'occasion de mettre en relation et de faire travailler ensemble des communautés disciplinaires relativement éloignées les unes des autres ; d'autre part, ces projets ont permis de mettre en évidence des thématiques et des intérêts scientifiques communs avec tel ou tel partenaire. Attaché à développer des partenariats qui vont au-delà de la cogestion des UMR dont nous partageons la tutelle, l'InSHS souhaite que ces projets, même s'ils n'aboutissent pas tous dans ce processus sélectif, n'aient pas été l'objet d'un investissement à perte. Certains projets ont été l'occasion d'initier des coopérations scientifiques inédites entre communautés de recherche ou entre l'InSHS et certains partenaires académiques ; ils devront pouvoir se prolonger par d'autres voies dans les mois et les années qui viennent. Ils impliquent aussi une réflexion sur la manière dont l'organisme, par sa politique de fonctions supports, accompagne la mise en œuvre des programmes de recherche sur financement dédié qui lui sont confiés.

NOUVELLES DE L'INSTITUT

L'InSHS accueille quatre nouveaux membres

Sabine Effosse

Sabine Effosse a rejoint l'InSHS en janvier 2022 en tant que directrice adjointe scientifique du Pôle Europe et International. Professeure d'histoire contemporaine à l'université de Paris Nanterre, elle est membre du laboratoire Institutions et Dynamiques historiques de l'économie et de la société (IDHES, UMR 8533, CNRS / ENS Paris-Saclay / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis / Université Paris Nanterre / Université Paris-Saclay / Université d'Évry) dont elle a dirigé le site de Nanterre de 2014 à 2018.

Spécialiste de l'histoire du crédit, du logement et de la consommation, elle a publié plusieurs ouvrages dont *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses* (Paris, IGPDE, 2003), *Les entreprises de biens de consommation sous l'Occupation* (avec H. Joly et M. De Ferrière, Tours, Presses universitaires, 2010) et *Le crédit à la consommation en France, 1947-1965. De la stigmatisation à la réglementation* (Paris, IGPDE, 2014). Ses recherches actuelles portent sur l'émancipation financière des femmes aux XXe et XXIe siècles dans une perspective comparative. Dernière publication (avec Maria-Rosaria de Rosa), *Quaderni Storici,* « Gendered Finance. Women and Banks in the 20th century », 166, 1/2021.

sabine.effosse@cnrs.fr

Ricardo Etxepare

Ricardo Etxepare a rejoint l'InSHS en janvier 2022 où il prend la suite de Hamida Demirdache comme directeur adjoint scientifique de la section 34 - Sciences du langage. Il est également responsable du suivi de la section 26 Cerveau, cognition, comportement, pilotée par l'Institut des sciences biologiques du CNRS, et des interfaces avec cet Institut. Il a de plus en charge la priorité scientifique Éducation au sein de l'InSHS.

Après sa thèse doctorale en linguistique à l'Université de Maryland (États-Unis) en 1997, Ricardo Etxepare a enseigné à l'Université du Pays Basque (UPV-EHU) en Espagne en 1999 et a intégré le CNRS la même année ; il y est directeur de recherches depuis 2014.

Ricardo Etxepare est spécialiste de la langue basque, de la théorie de la syntaxe et de l'interface syntaxe-sémantique, qu'il approche dans un cadre formel. Il a aussi travaillé sur des questions relevant de l'édition de textes basques anciens. Ricardo Etxepare a été directeur du Centre de recherche sur la langue et les textes basques (IKER, UMR5478, CNRS / Université Bordeaux Montaigne / Université de Pau et des Pays de l'Adour), à Bayonne, entre 2010 et mars 2018, et membre élu de la Commission de la Recherche à l'université Bordeaux Montaigne entre 2016 et 2020. Il a été en charge de la préparation du projet scientifique de la nouvelle Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Bordeaux, approuvé en 2020 par le CNRS, l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne. En 2018, il a été distingué avec le *Research Chair Koldo Mitxelena* en Linguistique Basque par l'Université de Chicago et l'Institut Culturel Basque Etxepare. Il a été professeur invité auprès de plusieurs universités, dont l'Université du Pays Basque en Espagne, l'Université de Californie à Santa Barbara et l'Université de Konstanz en Allemagne. Depuis son entrée au CNRS, il enseigne régulièrement au sein du programme d'études basques de l'Université Bordeaux Montaigne et de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Ricardo Etxepare est auteur d'une centaine de publications diverses en linguistique basque et linguistique comparative. Ses derniers travaux de recherche sont consacrés à l'histoire de la langue basque (projet ANR *Basque in the Making : a Historical Look at a Language isolate*), le contact linguistique, et plus récemment, la reconstruction des états de langues anciens (bimodalité parole/signe) en préhistoire, par l'examen des mains négatives empreintes dans des caves du période gravettien à la lumière des acquis récents concernant la phonétique et la phonologie des langues de signes.

ricardo.etxepare@iker.cnrs.fr

Emmanuel Henry

Recruté en octobre 2021 comme chargé de mission SHS Santé, Emmanuel Henry a rejoint l'InSHS en janvier 2022 comme directeur adjoint scientifique en charge non seulement de ces questions mais aussi de la section 40 - Pouvoir, politique, organisation.

Après avoir été maître de conférences en science politique à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, il est depuis 2013 professeur de sociologie à l'université Paris Dauphine - PSL et chercheur à l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales (IRISSO, UMR7170, CNRS / Inrae / Université Paris Dauphine – PSL). En 2019-2021, il a été invité comme *visiting fellow* au *Center for Health and Wellbeing* de la *Princeton School of Public and International Affairs* de l'université de Princeton, puis comme membre de la *School of Social Science* de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton.

Ses travaux portent sur les liens entre connaissances (et ignorances) scientifiques et action ou inaction publique dans les domaines des risques sanitaires et environnementaux. Après des recherches sur la santé au travail, il a notamment dirigé un programme de recherche national sur l'expertise dans le domaine de la santé publique ; il s'intéresse particulièrement aux questions liées à l'ignorance et aux inégalités dans les processus de production de connaissance et de décision publique. Auteur de nombreux ouvrages et articles, il a récemment publié *La Fabrique des non-problèmes. Ou comment éviter que la politique s'en mêle* aux Presses de Sciences Po, dans lequel il analyse les facteurs permettant d'éviter de prendre des décisions face à certaines questions majeures comme la santé publique ou les dégradations de l'environnement. Avec un groupe de chercheurs internationaux, il vient aussi de publier *Residues: Thinking through Chemical Environments*, chez Rutgers University Press dans lequel il développe une nouvelle approche transversale pour conceptualiser les impacts environnementaux de la production, la consommation, l'usage et la dégradation des produits chimiques dans l'environnement.

emmanuel.henry@cnrs.fr

Marion Le Bouard
Marion Le Bouard a rejoint l'InSHS en janvier 2022 en tant qu'assistante valorisation scientifique au Pôle Innovation, valorisation et partenariats industriels aux côtés de Maria-Teresa Pontois et Jean-Christophe Villain. Diplômée du master « Sociétés et biodiversité » du Muséum national d'Histoire naturelle et diplômée en communication, elle s'intéresse à la contribution de la recherche dans le traitement des problématiques sociales, et spécifiquement dans le traitement des problématiques en lien avec l'environnement. Ces thématiques font l'objet d'un intérêt particulier dans le domaine de l'innovation sociale.
marion.le-bouard@cnrs.fr

À PROPOS

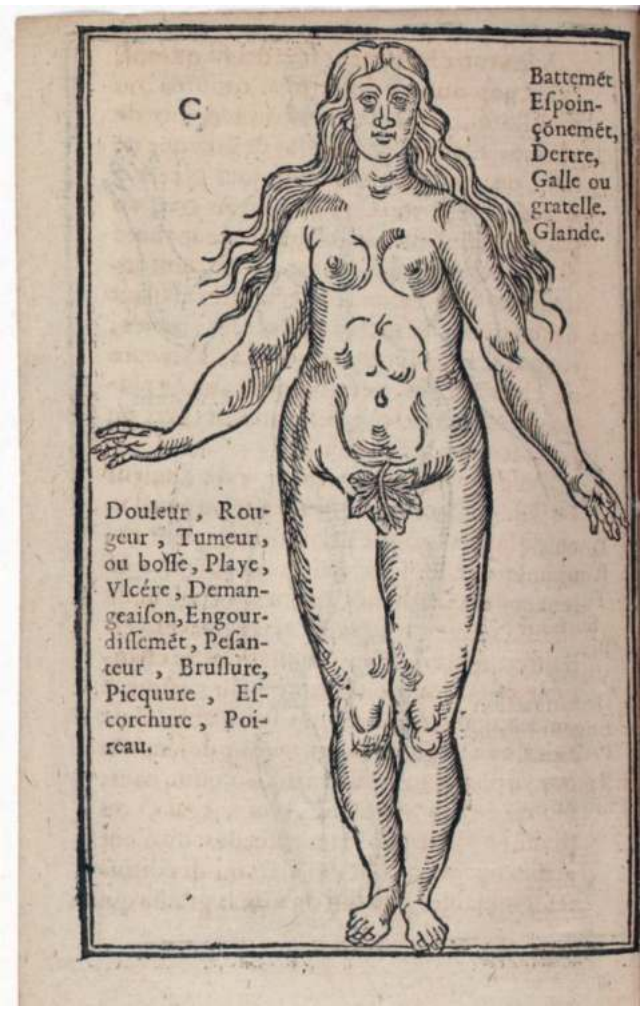
Le médecin face à la douleur, XVIe-XVIIIe siècles. Un webdocumentaire

Page d'accueil du webdocumentaire

Quel était le rapport des médecins à la douleur avant l'utilisation des anesthésiques au XIXe siècle ? Considéraient-ils la douleur de leurs malades comme un mal inévitable ? S'y montraient-ils attentifs ou au contraire indifférents, comme on a parfois tendance à l'imaginer aujourd'hui ?

C'est pour répondre à ces questions que nous avons examiné un grand nombre de textes médicaux publiés entre 1500 et 1750 environ. Nous avons pour cela réuni des collègues de la région lyonnaise venus de plusieurs disciplines (littérature, histoire, langues anciennes et philosophie). Notre point commun est d'étudier la médecine ancienne à partir de récits d'observations et de manuels pratiques relatant des expériences individuelles et des réactions concrètes à certaines situations pathologiques.

Nous avons mené cette enquête collective entre 2017 et 2021 dans le cadre du projet « Une archéologie de la douleur », soutenu par le LabEx COMOD et l'Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM, UMR5317, CNRS/ ENS de Lyon/ Université Lumière Lyon 2/ Université Clermont-Ferrand/ Université Lyon 3 Jean Moulin). Désireux de s'engager dans la diffusion scientifique, nous avons notamment monté une exposition matérielle, en 2019, avant de créer un webdocumentaire bilingue (français/anglais) grâce à la coopération du service audiovisuel de l'Université Jean Moulin Lyon 3, du webdesigner Raphaël Benitez et de plusieurs artistes (comédiens et musiciens).



Théophraste Renaudot, *Présence des absens*, Paris, 1643, BIU Santé Paris.
Modèle de consultation à distance : la personne malade doit entourer le mot pertinent et le relier à la partie du corps qui fait mal

Avec cette réalisation multimédia, il s'agissait de produire un objet relevant de la « vulgarisation érudite », visant aussi bien à rendre disponibles auprès des chercheurs, chercheuses et des étudiants, étudiantes les principaux résultats d'une recherche inédite qu'à ménager la possibilité, pour un public peu familier de ces matériaux, de plonger dans une époque lointaine grâce à l'habillage graphique et sonore de documents anciens. En pratique, le webdocumentaire comprend une exposition virtuelle reconstituant, à travers des textes et des images, les différentes étapes de la prise en charge de la douleur à l'époque, ainsi que des entretiens filmés confrontant les conceptions anciennes et actuelles de la douleur.

Pourquoi travailler sur l'époque des XVIe-XVIIIe siècles ?

La période des XVIe-XVIIIe siècles fait généralement office de repoussoir quand on la rapporte à la médecine et au soin d'aujourd'hui : nous avons tous à l'esprit des scènes de cinéma où les amputations se pratiquent sans anesthésie, et où rois et reines agonisent interminablement sous les yeux de médecins impuissants. Cette vision d'une période de l'histoire saturée de violences, négligeant les souffrances du corps, ou du moins sans égard pour la douleur suscitée par des actes médicaux, a parfois pu être renforcée par certains travaux relevant de l'histoire du corps et des émotions. Ceux-ci font fréquemment remonter l'émergence d'une sensibilité moderne à la douleur, c'est-à-dire d'une moins grande tolérance à la douleur, à la deuxième moitié du XVIIIe siècle seulement. L'enjeu était donc d'abord pour nous de se placer juste en amont de cette période plus étudiée pour interroger le bien-fondé d'un tel découpage historique. Ce terrain n'était bien sûr pas vierge : l'enquête s'appuie aussi sur des études qui, ces dernières décennies, ont considérablement enrichi notre compréhension de la médecine et de la santé au début de l'époque moderne.

Mais se plonger dans cette époque relativement lointaine présentait aussi pour l'équipe de chercheurs et chercheuses un intérêt plus général : dépayser notre vision de la douleur aujourd'hui pour l'observer avec plus de distance. D'où l'ambition de produire un objet relativement immersif, favorisant ce voyage dans le temps.

La douleur, objet d'attention médicale à l'époque moderne

Contre toute attente, la douleur est alors une question très présente dans le champ de la médecine pratique — dans les recueils d'observations, les ouvrages de chirurgie, les traités de pharmacologie… Les médecins la mentionnent soit à l'occasion de développements sur telle blessure ou telle maladie, considérées comme particulièrement douloureuses, soit dans des chapitres dédiés à ce qu'ils appellent des « anodins » (du grec *an-odunê*, « qui supprime la douleur »), c'est-à-dire des antalgiques.

La jusquiame est l'un des narcotiques utilisés par les médecins de l'époque moderne (Ehret, 1736, Wellcome Collection)

Caravage, *Garçon mordu par un lézard* (c. 1594, Fondation Longhi, Florence).

Conformément à un arsenal thérapeutique en usage depuis l'Antiquité, les antalgiques de l'époque correspondent aussi bien à des remèdes à base de plantes adoucissantes, appliquées localement, à des préconisations techniques pour « endormir » la douleur lors d'opérations (application de froid, compression des nerfs) ou encore à des « narcotiques » (opium, jusquiame, cannabis…). Contrairement à une idée répandue, les médecins avaient pour recommandation d'utiliser les narcotiques pour lutter contre une douleur violente ou persistante. Mais leur dosage était délicat, d'autant plus que les substances n'étaient pas standardisées : entre le risque de la sous-efficacité et celui du surdosage, la marge de manœuvre était étroite.

Ce qui nous a frappés, c'est la façon dont les médecins dépeignent la douleur de leurs malades, y compris celle des plus jeunes, régulièrement qualifiée d'« insupportable » ou même d'« inexprimable ». Ils s'y montrent très attentifs, notamment parce qu'ils perçoivent la douleur comme une affection mettant en péril la force, et donc la vie, de leurs patients.

Un dialogue entre médecine du passé et neurologie

Le webdocumentaire intègre des entretiens filmés avec trois neurologues, qui réagissent à des citations et documents des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles sur des thématiques ciblées. Citons, parmi d'autres, l'empathie, l'effet placebo, la douleur fantôme ou la chirurgie de la douleur. Il s'agissait, par ce dispositif, de modifier le regard que l'on porte spontanément sur la médecine ancienne : non pas évaluer les connaissances passées à partir des coordonnées présentes, mais, au contraire, interroger notre conception actuelle de la douleur à partir des coordonnées passées.

Les médecins de l'époque moderne sur lesquels l'équipe a travaillé ne sont jamais seulement de purs praticiens, voyant leur art comme une simple technique. Ils entendent toujours tenir un discours sur l'homme et, lorsqu'ils écrivent, ils accordent une place déterminante au rôle que jouent les mots dans la construction du savoir. Or cette spécificité de la médecine ancienne attire l'attention sur un aspect important de l'appréhension de la douleur : les mots, métaphores et récits sont indispensables pour se représenter sa propre douleur et accéder à celle des autres ; pour autant l'expérience de la douleur et sa temporalité se laissent difficilement enfermer dans la grille de termes qui fondent le savoir diagnostic du médecin.

Perspectives

Au-delà de la question particulière de la douleur, nous voudrions nous appuyer sur l'expérience du webdocumentaire pour contribuer à une réflexion collective sur la place et l'usage de la médecine ancienne, non seulement dans le domaine en plein essor des humanités médicales, auquel l'histoire de la médecine appartient pleinement, mais aussi en dehors des humanités.

Dans le cadre de la vulgarisation scientifique en particulier, il est souvent difficile de ne pas donner à la médecine ancienne le rôle d'un simple produit de contraste, qui aurait pour principal intérêt de valoriser les acquis thérapeutiques et physiologiques de la médecine actuelle. Si l'histoire médicale des XIXe et XXe siècles est de mieux en mieux intégrée à la réflexion sur les différentes dimensions du soin et de la santé, c'est moins le cas pour la médecine antérieure, qui paraît plus pittoresque, moins en prise avec les enjeux contemporains. Comment rendre la médecine ancienne signifiante aujourd'hui sans minimiser sa singularité ? Quels angles adopter et quels véhicules pédagogiques construire pour rendre la spécificité de la médecine passée instructive à nos yeux ?

Raphaële Andrault, chargée de recherche au CNRS, Ariane Bayle, professeure à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités

Membres de l'équipe

Projet *Une archéologie de la douleur,* dirigé par Raphaële Andrault et Ariane Bayle
Équipe : Elisa Andretta, Dominique Brancher, Nicolas Lechopier, Pascal Luccioni, Isabelle Moreau, Michèle Rosellini
En savoir plus

contact&info
▶ Raphaële Andrault
IHRIM
raphaele.andrault@ens-lyon.fr
▶ Pour en savoir plus
https://medecin-et-douleur-16e18e.huma-num.fr

« Le monde en musée », cartographier les collections d'objets d'Afrique en France

Page d'accueil de la cartographie en ligne « Le monde en musée »

Créée par Claire Bosc-Tiessé, conseillère scientifique à l'Institut national d'histoire de l'art, responsable du domaine « Histoire de l'art du XVIe au XIXe siècle », directrice de recherche au CNRS au sein de l'Institut des Mondes Africains (Imaf, UMR 8171, CNRS / AMU / EHESS / IRD / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et réalisée avec les doctorants de l'INHA, la cartographie « Le monde en musée. Collections des objets d'Afrique et d'Océanie dans les musées français » est accessible en ligne depuis le 28 septembre 2021 et est mise à jour au fil de l'eau.

Remédier à la déshérence des études historiques sur les objets d'Afrique

Cette cartographie a été conçue dans le cadre du programme « Vestiges, indices, paradigmes : lieux et temps des objets d'Afrique XVIe - XIXe siècle » qui s'attache, depuis septembre 2017, à réinterroger les pratiques et méthodes de l'histoire de l'art à partir des objets africains. Il s'agit ainsi de mettre en place des outils conceptuels et pratiques pour pallier la déshérence d'un champ dans les institutions d'enseignement et de recherche en France, comme dans le monde de manière plus large.

Cette base de données sous forme de cartographie a ainsi été pensée comme un instrument pour poser les bases d'une meilleure connaissance des collections d'objets d'Afrique en France et favoriser le développement des recherches sur ces artefacts et les sociétés dont ils sont issus. Elle rassemble aussi des éléments pour des recherches futures sur la constitution des collections et les processus d'acquisition, en indiquant les archives afférentes conservées dans les musées (inventaires anciens, carnets de voyage des acquéreurs, etc.) et en répertoriant donateurs et vendeurs.

Décrire des fonds et tracer leur histoire

L'enquête a recoupé les informations fournies par les bulletins de musée et de sociétés scientifiques régionales, les catalogues d'exposition et les études académiques, et celles des bases de données en ligne des musées, nationales, régionales ou municipales, complétées par une consultation des responsables de collection. Quand cela a été possible, elle s'est doublée d'une analyse des inventaires des musées.

Pour résultat, la cartographie présente des fonds d'objets : elle décrit rapidement le musée pour mieux cerner la place qu'y occupent les collections d'objets africains ou océaniens et les raisons de leur présence à tel ou tel endroit. Elle détaille l'histoire de la collection depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, mentionne ses objets phares ou méconnus et évoque ses spécificités. Autant que possible — les informations ont rarement été préservées et le récolement de ces collections est souvent encore en cours —, la cartographie donne des informations sur le nombre d'objets conservés, leur typologie et leur origine géographique.

Actuellement, cette cartographie comprend 246 musées : 108 institutions comptent des collections provenant d'Afrique et d'Océanie, 116 des objets africains uniquement et 21 des objets océaniens seulement. Pour le dire autrement, 224 musées

Double appui-tête en bois rapporté par Albert Le Cocq de Lautreppe lors d'une escale en Afrique australe lors d'un voyage vers la Polynésie dans les années 1890, ce qui a valu à l'objet d'être longtemps attribué par erreur à la Polynésie, 17,5 x 78,5 x 5,8 cm, 2e moitié du XIXe siècle, musée Saint-Remi, Reims, inv. 978.3169, ph. musées de Reims/Christian Devleeschauwer

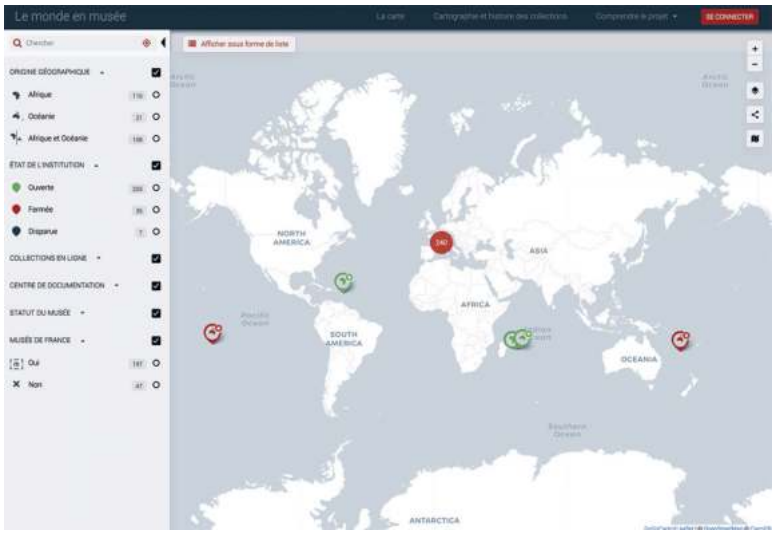
possèdent des objets africains — 218 en réalité si on soustrait de ce nombre les musées disparus mais décrits pour tracer la trajectoire muséale des fonds —, et 129 des objets océaniens. Cette liste a vocation à s'allonger. Effectivement, la consultation des musées se poursuit, car beaucoup d'autres comprennent certainement quelques objets d'Afrique, peut-être plus rarement d'Océanie, mais de belles découvertes importantes sont encore possibles. En témoigne la redécouverte de collections méconnues comme celles du musée Saint-Remi de Reims, qui a consacré une exposition à ce fonds durant l'été 2021, ou celles du musée des Ursulines de Mâcon et du département des arts du spectacle de la Bibliothèque nationale de France. D'autres musées se créent : la collection des époux Cligman a, par exemple, fourni le fonds du musée d'Art moderne qui a ouvert en mai 2021 dans l'abbaye de Fontevraud.

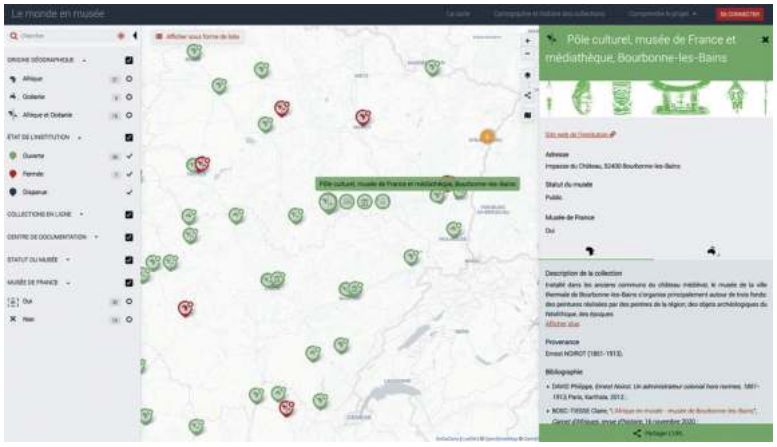
Dans les années qui viennent, l'accent sera mis sur les institutions disparues afin de mieux suivre, notamment, l'histoire des collections au XIXe siècle et pendant la période coloniale afin de remonter au plus près de l'acquisition des objets et cerner plus finement l'évolution des mentalités et des politiques relatives à ces objets.

Une série de billets, intitulée « L'Afrique en musée », a été lancée en novembre 2020 sur le blog Carnet d'Afriques. Actualité de la recherche en histoire de l'Afrique avant le xxe siècle, pour présenter les collections plus longuement, les mettre en lien avec d'autres documents conservés ailleurs et ce, de manière illustrée, ce qui n'est pas le cas dans la cartographie.

La cartographie donne non seulement une vue par collection, mais aussi une vue d'ensemble à l'échelle du territoire national d'autant plus importante que des ensembles ont souvent été répartis entre plusieurs lieux. Elle entend ainsi rassembler les éléments pour permettre des recherches plus approfondies sur les visages du patrimoine africain tel qu'il est conservé dans les musées en France et qui seront examinés, notamment, lors des prochaines Rencontres des études africaines à Toulouse en juin 2022.

Billets de la série « L'Afrique en musée », blog Hypotheses Carnet d'Afriques. revue d'histoire. Actualité de la recherche en histoire de l'Afrique avant le XXe siècle





De haut en bas :
1. La répartition sur le globe des collections d'objets d'Afrique et d'Océanie dans les musées français
2. La répartition en métropole des collections d'objets d'Afrique et d'Océanie dans les musées français
3. Détail de la cartographie « Le monde en musée », la fiche « Afrique » du musée de Bourbonne-les Bains, réalisation par le Service numérique de la Recherche de l'INHA à partir du logiciel libre GoGoCarto, dessins par Camille Ambrosino

Faire l'histoire des visions du monde mises en place dans les musées

À cette cartographie des collections d'objets d'Afrique, s'ajoute une base de données similaire consacrée aux objets d'Océanie, qui poursuit l'annuaire des collections océaniennes en France, réalisé par Roger Boulay pour le ministère de la Culture à partir de 2004, et pérennise aussi l'« annuaire Kimuntu des collections extra-européennes françaises et des personnels associés » développé au musée d'Angoulême entre 2008 et 2014 par Émilie Salaberry-Duhoux, aujourd'hui directrice du Musée d'Angoulême, Musée du Papier, Archives Municipales, Artothèque (MAAM), et qui a ici pris en charge la partie océanienne. Le choix de cette double base de données est en partie pragmatique : il s'agissait de mutualiser les moyens pour des projets sur ces régions non occidentales qui ont du mal à voir le jour. Toutefois, les collections d'Afrique et d'Océanie sont décrites dans des fiches séparées. Effectivement, les traiter ensemble ne fait pas sens pour l'histoire des sociétés dont elles proviennent ; les traiter en parallèle montre, en revanche, comment les musées les ont associées dans les mêmes catégories — « ethnographie » d'abord, « extra-occidental » plus récemment — et pose ainsi des jalons pour une histoire comparative.

Par ailleurs, la description des fonds est attentive à signaler la manière dont les objets et leurs lieux d'origine ont été décrits lors de leur acquisition afin de préparer des recherches plus approfondies et détaillées sur les diverses réceptions de l'objet venant de l'étranger depuis le XIXe siècle. Il s'agit ainsi de créer un corpus à partir duquel réinterroger l'histoire des objets comme les différentes catégories, principalement sociopolitiques, stylistiques et auctoriales, employées à travers le temps pour les décrire.

contact&info
▶ Claire Bosc-Tiessé
INHA
claire.bosc-tiesse@inha.fr
objets.africains@inha.fr
▶ Pour en savoir plus
https://monde-en-musee.inha.fr

TROIS QUESTIONS À…

Grégoire Borst et Nicolas Vibert, sur le RTP Recherches autour des questions d'éducation

Grégoire Borst est professeur de psychologie du développement, membre de l'Institut Universitaire de France et directeur du Laboratoire de Psychologie du Développement et de l'Éducation de l'enfant (LaPsyDE, UMR 8240, CNRS / Université Paris Cité). Nicolas Vibert est directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre de Recherches sur la Cognition et l'Apprentissage (CeRCA, UMR 7295, CNRS / Université de Poitiers). Tous deux sont co-responsables du réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) du CNRS Recherches autour des questions d'éducation.

Comment vous êtes-vous organisés pour réunir les équipes qui étaient dans le champ du RTP ? Quelle méthodologie avez-vous adoptée ? Quels axes scientifiques avez-vous identifiés ? Comment vous impliquez-vous dans les réflexions sur le programme prioritaire de recherche (PPR) Éducation et le Programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) Enseignement et numérique actuellement en préparation, ainsi que sur les inégalités éducatives définies comme un défi du contrat d'objectifs et de performance du CNRS ?

Dans le courant de l'année 2019, l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS, auquel s'est associé l'Institut des sciences biologiques (INSB) du CNRS, a souhaité mettre en place un RTP destiné à cartographier les recherches menées autour des questions d'éducation dans les unités mixtes de recherche (UMR) du CNRS. La création de ce RTP manifestait une volonté de fédérer ces recherches, qui relèvent de nombreuses disciplines différentes et sont dispersées dans de très nombreuses UMR. Suite à cette sollicitation, nous avons identifié au sein des différents instituts du CNRS[1], avec l'aide de Marie Gaille, directrice de l'InSHS, et de Bernard Poulain, directeur adjoint scientifique de l'INSB, soixante-sept unités où étaient menées des recherches en lien avec l'éducation. Nous avons adressé aux directions de ces unités un courrier leur proposant d'intégrer le RTP et de participer à une réunion de lancement organisée en février 2020.

Lors de cette réunion, où la majorité des soixante-cinq unités ou instituts de recherche finalement membres du RTP étaient représentés, quatre axes scientifiques ont été définis, avec la volonté explicite que chaque axe soit multidisciplinaire. Ces quatre axes sont les suivants :

- Inégalités éducatives
- Politiques éducatives comparées (organisation et professions, instruments et évaluation)
- Pratiques et dispositifs pédagogiques (face aux données)
- Penser le lien avec le terrain scolaire

Deux programmes pluriannuels de financement des recherches en éducation ont été lancés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir (PIA3 et PIA4) : le PPR Éducation, piloté par le CNRS et par l'Université de Poitiers, dont Grégoire Borst est l'un des porteurs, et le PEPR Enseignement et Numérique piloté par le CNRS, l'Inria et Aix-Marseille Université. Nous présentons régulièrement aux membres du RTP l'état d'avancement de ces programmes, et les journées d'étude qui ont été organisées en 2020 et 2021 par les porteurs des différents axes du RTP sont venues nourrir les réflexions engagées dans le cadre de ces programmes. Les contacts entre chercheurs, chercheuses et laboratoires de différentes disciplines noués dans le cadre du RTP préparent la voie à l'élaboration de réponses communes aux appels d'offres qui seront lancés dans le cadre du PPR et du PEPR. Lors de la dernière réunion plénière du RTP en novembre 2021, nous avons invité les responsables de l'équipement structurant pour la recherche « Innovation, données et expérimentations en éducation », financé dans le cadre du PEPR Enseignement et Numérique à présenter les objectifs et les possibilités de cet outil. Cette présentation a donné lieu à des échanges qui vont nourrir la réflexion sur la mise en place de cet Equipex+.

Concernant la question des inégalités éducatives enfin, l'axe 1 du RTP, centré sur cette thématique, a organisé deux journées d'étude interdisciplinaires où différentes visions des inégalités éducatives ont été confrontées. Sur la base de ces travaux, nous avons participé, à la demande de la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) du CNRS et d'Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du CNRS, à la rédaction de l'appel à manifestations d'intérêts sur les inégalités éducatives. Pour contribuer aux réflexions du CNRS sur les inégalités éducatives, nous envisageons de publier d'ici un an un ouvrage collectif, qui regrouperait dans un même volume des contributions issues de différentes disciplines scientifiques centrées sur cette question.

Pouvez-vous nous faire un panorama des principales évolutions observées depuis deux ans sur ces thématiques ?

La mise en avant par le CNRS de la thématique des inégalités éducatives s'accompagne, depuis 2020, d'évolutions politiques majeures dans la structuration et la diffusion des recherches menées autour des questions d'éducation. Sous l'impulsion des grands organismes de recherche et du Conseil Scientifique de l'éducation nationale (CSEN), l'importance de la formation et de l'acculturation à la recherche des enseignants, des enseignantes et des cadres de l'Éducation nationale est mise en avant. En effet, la recherche en éducation reste en France peu diffusée sur le terrain, et les acteurs du système éducatif ont du mal à concevoir des organisations efficientes fondées sur les résultats de recherche, à mesurer l'impact des dispositifs et des pratiques pédagogiques, à recourir à la recherche pour analyser leurs pratiques professionnelles.

1. Institut des sciences humaines et sociales (InSHS), Institut des sciences biologiques (INSB), Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions (INSMI), Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS), Institut des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I).

Cette évolution s'accompagne d'une réflexion sur l'importance d'utiliser des méthodes scientifiques pour faire progresser les pratiques pédagogiques. Ce mouvement, appelé « éducation fondée sur des données probantes », ou evidence-based education, se propose d'évaluer par des méthodes rigoureuses les effets de différentes pratiques pédagogiques. Une recherche translationnelle en éducation commence à émerger, à l'interface entre la recherche fondamentale et sa mise en application pratique dans les classes (voir à ce sujet le rapport du CSEN publié en 2021).

L'appel à projets du PIA3 pour le financement de pôles pilotes de formation des enseignants et de recherche en éducation a permis d'identifier et de financer trois projets (à Amiens, Grenoble et Marseille), qui testent à l'échelle de grandes régions différentes solutions destinées à accélérer le transfert des résultats de la recherche vers la formation des enseignants. Il s'agit aussi de faciliter l'expérimentation et la diffusion des meilleures pratiques pédagogiques dans les établissements scolaires, en lien étroit avec les services académiques.

Dans le cadre du RTP enfin, nous menons une réflexion sur les différentes épistémologies disciplinaires en jeu dans les recherches autour des questions d'éducation. En effet, les différentes disciplines de recherche qui abordent ces questions ont des conceptions et des pratiques de la recherche très différentes, et la mise en place de collaborations interdisciplinaires nécessite de confronter ces différents points de vue pour aboutir au consensus nécessaire pour un travail en collaboration.

Qu'envisagez-vous pour l'avenir ? Quels seront, selon vous, les enjeux principaux de ces prochaines années autour de l'éducation ?

Le RTP a vocation à se transformer dans l'année qui vient en groupement de recherche (GDR) du CNRS Recherches autour des questions d'Éducation pour permettre à des unités de recherche hors CNRS de venir rejoindre le réseau d'unités qui participent au RTP. Les quatre axes scientifiques du RTP constitueront le socle des axes scientifiques du GDR, sans exclure que d'autres axes scientifiques puissent émerger pour permettre de couvrir l'ensemble des recherches menées dans ce domaine. L'enjeu est de pouvoir maintenir la multidisciplinarité au sein des nouveaux axes qui seront proposés. Étant donné le très grand nombre d'unités de recherche qui mènent des travaux sur les questions relatives à l'éducation, le Conseil d'orientation stratégique du RTP a décidé d'identifier les unités les plus incontournables dans chacune des disciplines en prise avec les questions d'éducation, pour aboutir à un GDR d'une centaine d'unités de recherche.
Les quatre grands enjeux pour l'éducation dans les années à venir sont selon nous :

- la réduction des inégalités éducatives,
- la place et l'utilisation du numérique dans les apprentissages tout au long de la vie,
- la formation initiale et continue des enseignants du premier degré, du second degré et du supérieur,
- l'éducation à la citoyenneté, au vivre ensemble et au changement climatique.

À travers ces quatre grands enjeux s'exprime une nécessité que l'éducation soit de nouveau en phase non seulement avec les grands défis auxquels nous sommes confrontées aujourd'hui, mais aussi avec ceux auxquels nous devrons faire face dans les décennies à venir. Pour répondre à ces enjeux, nous avons aujourd'hui besoin de recherches multidisciplinaires à grande échelle, qui combinent différentes approches méthodologiques, et qui associent plus fortement les différents acteurs de la communauté éducative pour qu'ils puissent se saisir des résultats de ces recherches afin de faire évoluer notre système éducatif. Le RTP, les dispositifs de financement de bourses doctorales et postdoctorales par la MITI dans le cadre du défi « Inégalités Éducatives » du contrat d'objectifs et de performance du CNRS, le co-pilotage des PPR et PEPR en lien avec l'éducation, permettent aujourd'hui au CNRS de soutenir différents types d'actions à même de répondre aux grands enjeux de l'éducation dans les années à venir.

contact&info
▶ Grégoire Borst
LaPsyDE
gregoire.borst@parisdescartes.fr
▶ Nicolas Vibert
CeRCA
nicolas.vibert@univ-poitiers.fr

Dans une école du village d'Aghien-Télégraphe, près d'Abidjan en Côte d'Ivoire, cet instituteur échange avec ses élèves sur la protection des ressources naturelles qui leur sont proches.
Cette image est lauréate du concours La preuve par l'image 2021 © Jean-François Humbert / IEES / CNRS Photothèque

Dezède : un site pour la mémoire du spectacle et du concert

Page d'accueil du site Dezède

Conçu par des musicologues privilégiant l'approche historique de leur discipline, *Dezède* est né en 2012 d'une ambition, celle de réunir au sein d'une unique base de données des informations normalisées sur l'activité au jour le jour des théâtres lyriques et des salles de concert tant en France qu'à l'étranger, tant à notre époque qu'au cours des siècles précédents. Quel opéra donne-t-on à voir à l'Académie royale de musique (l'Opéra de Paris) le 28 août 1825 ? Quelles œuvres sont interprétées le 16 octobre 1881 par l'orchestre de la Société des concerts populaires d'Angers ? Quels sont les interprètes de *Pelléas et Mélisande* de Claude Debussy à l'Opéra-Comique le 12 septembre 1940 ? L'idée était de constituer une base de données la plus large possible et de la mettre à la disposition des chercheurs et chercheuses s'intéressant en priorité à l'étude de la diffusion, de la réception et des conditions de représentation des œuvres.

Dix ans plus tard, la base réunit une masse critique d'informations sans pouvoir naturellement se rapprocher d'une inaccessible exhaustivité. À ce jour, *Dezède* contient 60 000 événements dont la reconstitution s'appuie sur des sources référencées ou consultables sous la forme de reproductions (images ou transcriptions) ou grâce à des liens hypertextes. *Dezède* étant une base de données réflexive, ce travail a nécessité l'établissement de 29 000 autorités d'œuvres, 21 000 d'individus et 10 000 de lieux. Le site est devenu l'un des principaux portails français dédiés à l'histoire des spectacles et des concerts en France du XVIIIe siècle à nos jours.

Tout en étant une ressource que l'on peut aborder dans sa globalité, la base de données est constituée de l'accumulation de dossiers particuliers. Chacun d'entre eux est réalisé par un

THEATRE ROYAL DE L'OPERA-COMIQUE

LES COMEDIENS ORDINAIRES DU ROI
Donneront aujourd'hui lundi 26 avril 1819,

LE BILLET DE LOTERIE,
Opéra-comique en un acte, paroles de *M.* ***, musique de *Nicolo;* précédé de

Adolphe et Clara
opéra comique en un acte paroles de Marsolier musique de Daleyrac

RENDEZ-VOUS BOURGEOIS,
Opéra-comique en un acte, paroles de *M. Hoffmann*, musique de *Nicolo.*

Rétablissement d'Adolphe et Clara — Mr Chenard — Moreau — Huet — Mme Duret —

Dans *le Billet de Loterie :* Mrs. Juillet fils, Lemonnier; Mmes. Duret, Palar.
Dans *les Rendez-vous :* Mrs. Juillet père, Paul, Huet, Juillet fils, Genot; Mmes. Boulanger, Paul, Palar.

Demain, *la Sérénade, Picaros et Diégo.*

Incessamment la 67e. représentation *DU PETIT CHAPERON ROUGE*, la 15e. *DES TROQUEURS*, la 18e. *DU PREMIER VENU* et la 8e. de la remise de *VALENTIN.*

En attendant la 1re. représentation de *l'Officier enlevé, la Clochette, l'Irato* et *la Fenêtre Secrète.*

Les personnes qui désirent s'assurer d'avance de leurs places sont prévenues qu'on délivre tous les jours, au bureau de la location, des coupons séparés au prix des loges louées.

Les coupons de places ou loges louées doivent être retirés avant midi. Les billets une fois pris, on n'en rendra plus la valeur.

Le bureau de la location des Loges est rue des Colonnes, n. 8.

BALLARD, Imprimeur du Roi, rue J.-J. Rousseau, n. 8.

© Archives nationale de France (AJ13 1128)

éditeur scientifique encadré par l'un des administrateurs du site. Les dossiers se présentent sous la forme d'une chronologie d'événements dédiée à une œuvre, un lieu, une institution ou un individu. Il peut s'agir d'une société de concerts à l'image de la Société des concerts du conservatoire de Toulouse (262 événements entre 1902 et 1944), d'un compositeur (Wagner et la France ; 1 674 événements entre 1860 et aujourd'hui), d'une œuvre (Le *Bolero* de Ravel, 681 événements entre 1928 et 1945) ou d'une institution (le Théâtre des Arts de Rouen, 16 577 événements entre 1776 et aujourd'hui).

Progressivement, *Dezède* s'est enrichi d'autres fonctionnalités. Il est devenu une solution d'archivage et de valorisation puisqu'il est désormais le site hébergeur des Archives de l'Opéra Comique (25 000 images). *Dezède* accueille également une bibliothèque numérique constituée d'ouvrages consacrés aux arts du spectacle, et plus particulièrement des travaux portant sur des théâtres régionaux, qu'il est possible d'indexer. C'est aussi un outil pédagogique puisqu'il est utilisé par des enseignants et enseignantes de plusieurs universités pour initier des étudiants de licence à la recherche et pour permettre à d'autres, en master, d'apporter leur contribution à un projet collectif. Enfin, son contenu est désormais accessible en quatre langues.

Plus encore, comme le permet et même l'encourage l'outil numérique, *Dezède* a développé des moyens de faire vivre le site tant à l'échelle des chercheurs et chercheuses qu'à celle des usagers et des professionnels du spectacle. Projet scientifique, *Dezède* a toujours été pensé comme un instrument d'animation, de valorisation et de diffusion de la recherche. Une « communauté » se réunit désormais une fois par an dans le cadre de l'« Atelier *Dezède* » accueilli par la Fondation Royaumont. Hébergé sur hypotheses.org, le *Carnet Dezède* permet de présenter à un public élargi les nouveaux dossiers au moment de leur mise en ligne. Désormais, les données de *Dezède* sont consultables depuis Isidore — la collection qui leur est dédiée rassemble actuellement plus de 54 000 documents. Au côté de ces développements s'adressant en priorité à la communauté scientifique, *Dezède* explore des moyens de toucher un public plus large notamment sur les réseaux sociaux. Après Facebook et Twitter, le compte Instagram dont il vient de se doter répond à l'ambition de valoriser le contenu de *Dezède* en en montrant les potentialités, en priorité aux étudiants et étudiantes, afin d'approfondir leur connaissance de la musique et des arts du spectacle, de leur histoire et de leur réception.

Dezède se veut un projet contributif capable d'accueillir des chercheurs et chercheuses de divers horizons. Il peut s'agir non seulement d'universitaires, à l'image des trois fondateurs et administrateurs du site, Joann Élart (Université de Rouen Normandie), Yannick Simon (Université Toulouse Jean Jaurès) et Patrick Taïeb (Université Paul-Valéry Montpellier 3), mais aussi d'enseignants et enseignantes ne dépendant pas du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri), d'étudiants et étudiantes (dans le cadre ou non d'un projet conduisant à la rédaction d'un mémoire de master ou de doctorat), ou d'amateurs éclairés. Tous les contributeurs, une fois leur projet accepté par le comité scientifique, bénéficient de l'encadrement de l'un des administrateurs du site.

© Opéra de Rouen Normandie

Sur le plan institutionnel, *Dezède* est actuellement la propriété de deux universités (Université de Rouen Normandie et université Paul-Valéry — Montpellier 3) et bénéficie aussi du soutien financier de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (MSHS-T, UAR3414, CNRS/Université Fédérale Toulouse–Midi-Pyrénées). La gestion du projet est assurée par l'université de Rouen Normandie. Hébergé sur les serveurs de la TGIR Huma-Num, *Dezède* est une ressource numérique *open-source* référencée par le numéro d'ISSN 2269-9473. Il fait désormais partie du consortium Musica 2 récemment labellisé par la TGIR Huma-Num. *Dezède* est librement consultable en ligne.

Pour une présentation plus détaillée de *Dezède*, voir J. Élart et Y. Simon, « Du spectacle vivant aux humanités numériques : le projet Dezède », *Humanités numériques*, 2020, 2, en ligne.

Les Concerts Pasdeloup (1861-1887)

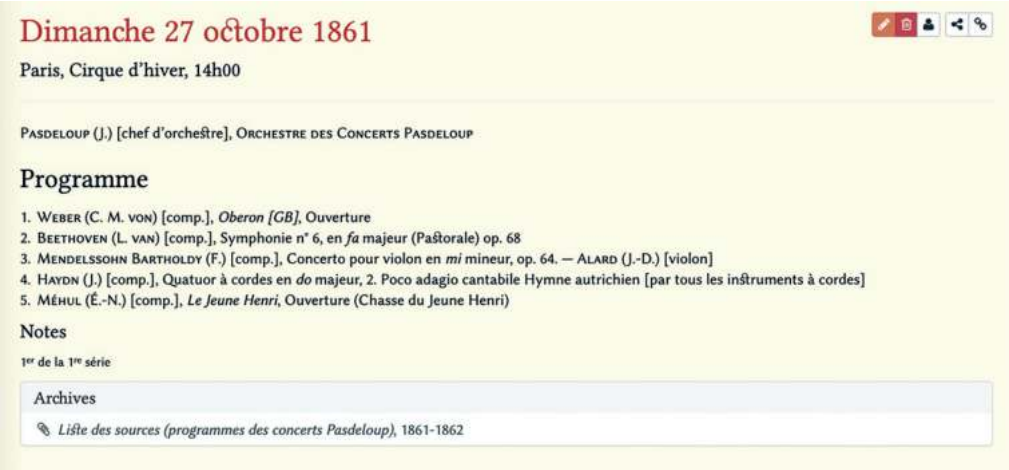
Le dossier consacré aux Concerts Pasdeloup réunit les programmes des 593 concerts donnés par cet orchestre entre 1861 et 1887. Les usagers des actuels concerts symphoniques seraient bien étonnés d'en lire la liste des œuvres, certaines totalement oubliées, d'autres répétées plusieurs fois par saison, suivant une pratique aujourd'hui disparue. Ce dossier est aussi un site compagnon dans la mesure où il est l'annexe d'un ouvrage dédié à cette société de concert et à son fondateur (voir Simon Y. 2011, *Jules Pasdeloup et les origines du Concert populaire*, Symétrie). Cette fonctionnalité peut s'avérer très utile pour des étudiants et étudiantes travaillant sur l'histoire du concert et/ou des spectacles dans la mesure où un outil d'exportation permet l'extraction des données sur un fichier pdf pouvant aisément se transformer en annexe d'un mémoire de master ou de doctorat.

L'orchestre de l'Opéra de Rouen Normandie (1998-2020)

Réunissant plus de deux mille événements, ce dossier constitue la mémoire de l'activité d'un orchestre sur plus de deux décennies et démontre les capacités de Dezède à archiver en temps réel l'activité d'une institution culturelle. À cette dimension patrimoniale pouvant intéresser les usagers de l'orchestre de l'Opéra de Rouen Normandie vient s'ajouter l'accumulation de ressources précieuses pour réaliser une étude du répertoire des orchestres symphoniques français et de leur évolution au XXIe siècle. Ce dossier a été réalisé dans le cadre d'un projet de recherche financé par la région Normandie (2019-2021).

Héberger et valoriser les archives de l'Opéra Comique

L'Opéra Comique, l'une des trois plus anciennes institutions théâtrales françaises, a fait numériser une grande partie de ses archives à l'occasion de son tricentenaire célébré en 2015. Animé par une volonté de faire connaître cet inestimable patrimoine au plus grand nombre, le choix a été fait de le mettre en ligne sur *Dezède* où plus de 22 000 images sont désormais accessibles.



Dimanche 27 octobre 1861

Paris, Cirque d'hiver, 14h00

Pasdeloup (J.) [chef d'orchestre], Orchestre des Concerts Pasdeloup

Programme

1. Weber (C. M. von) [comp.], *Oberon [GB]*, Ouverture
2. Beethoven (L. van) [comp.], Symphonie n° 6, en *fa* majeur (Pastorale) op. 68
3. Mendelssohn Bartholdy (F.) [comp.], Concerto pour violon en *mi* mineur, op. 64. — Alard (J.-D.) [violon]
4. Haydn (J.) [comp.], Quatuor à cordes en *do* majeur, 2. Poco adagio cantabile Hymne autrichien [par tous les instruments à cordes]
5. Méhul (É.-N.) [comp.], *Le Jeune Henri*, Ouverture (Chasse du Jeune Henri)

Notes

1er de la 1re série

Archives

Liste des sources (programmes des concerts Pasdeloup), 1861-1862

Événement du 27 octobre 1861

contact&info
▶ Yannick Simon
MSHS-T
yannick.simon@univ-tlse2.fr
▶ Pour en savoir plus
https://dezede.org

RUSHS : la communauté des métiers de l'image et du son au CNRS

Tournage-formation à la bibliothèque Claude-Lévi-Strauss du Laboratoire d'anthropologie sociale (Paris) © Réseau RUSHS - CNRS

Les disciplines des sciences humaines et sociales (SHS) accordent une place particulière à l'audiovisuel. Les chercheurs et chercheuses en anthropologie visuelle, sociologie ou ethnologie, par exemple, réalisent régulièrement des films pour répondre à un objectif de diffusion de la production scientifique en sus des publications des équipes dans des revues, ouvrages collectifs, etc. Mais les films en sciences humaines et sociales nécessitent très souvent une immersion sur le terrain, délicate et parfois complexe.

Pour autant, nombreuses sont les disciplines qui ne sont pas rompues à l'exercice audiovisuel et pour qui les sujets ne se prêtent pas *a priori* à l'image. À l'heure où l'interdisciplinarité caractérise les équipes de recherche en SHS, l'audiovisuel est souvent le média adapté pour diffuser les sujets qui animent les chercheurs et chercheuses avec qui l'on travaille.

La genèse d'un réseau professionnel

Des initiatives ont tenté d'organiser en collectif les métiers de Production audiovisuelle, productions pédagogiques et web de la BAP F[1].

Le 4 avril 2018, l'unité Cultures, Langues, Textes[2] a organisé à Villejuif la « 1re rencontre audiovisuelle en SHS ». Vingt-six techniciens et techniciennes, réalisateurs et réalisatrices, chercheurs et chercheuses pratiquant l'audiovisuel au CNRS étaient réunis pour partager leurs expériences. Cette rencontre a été un moment générateur de relations professionnelles, difficiles à mettre en place dans le quotidien et également révélateur d'un besoin de partage des pratiques. À l'issue de cette journée est née l'idée de créer un réseau audiovisuel en SHS pour fédérer les acteurs et réfléchir ensemble à la place de l'image. Le réseau RUSHS, réseau des professionnels de l'audiovisuel en SHS, a été officiellement créé en décembre 2019.

RUSHS, pourquoi ce nom ?

Un rush est un terme d'origine anglaise qui renvoie à la totalité des plans vidéo ou des sons filmés pendant un tournage ou une captation audio. Ce terme évoque la production de données. Il rappelle la notion de création de contenu et de corpus avec une idée de produit en cours de construction (le *Work In Progress* du montage ou du mixage). Il lie tous les acteurs de la profession (image et son). Le terme renvoie aussi à l'appartenance aux « SHS ». Enfin, en phonétique, il peut évoquer le mot « ruche », une structure organisée pour une production précise.

1. Branche d'activités professionnelles Culture, communication, production et diffusion des savoirs.
2. Devenue, en 2020, l'unité Appui à la Recherche et Diffusion des Savoirs (ARDIS, UAR2259, CNRS).

Rattaché à l'InSHS, il s'agit d'une communauté qui travaille à la promotion et à la reconnaissance des métiers de la production audiovisuelle, de la production pédagogique et du web et, plus largement, de toute personne qui utilise l'image animée et l'audiovisuel dans un cadre scientifique.

Que représentent les métiers de l'image et du son au sein de la communauté CNRS ?

Selon le Rapport Social Unique 2020, la BAP F et sa composante Productions audiovisuelles, productions pédagogiques et web représentent 81 ingénieurs et techniciens (IT) en 2020 principalement regroupés à l'InSHS, en Île-de-France et dans le corps des ingénieurs d'étude.
Plus précisément, le réseau RUSHS a lancé, en 2021, une enquête auprès de la communauté (questionnaire en ligne « Mieux se connaître » : 44 répondants, 33 IT). Dans cette enquête, il apparaît que les disciplines les plus représentées dans le réseau sont l'anthropologie, l'histoire et, à égalité, l'archéologie et la sociologie. Du côté des IT, les métiers de la documentation et de la communication sont les nouveaux usagers de l'audiovisuel. Enfin, les plateformes de diffusion préférées des membres sont YouTube, Canal U et Viméo. Bien que non exhaustive, cette enquête nous montre une nouvelle tendance des pratiques audiovisuelles : des nouveaux métiers et des plateformes internet célèbres plus prisées que les plateformes institutionnelles. Une veille métier régulière permettra de suivre cette évolution des pratiques.

Audiovisuel et recherche

La création par le CNRS, en 1973, du Service d'études de réalisation et de diffusion de documents audiovisuels fournit aux chercheurs et chercheuses un espace dédié à la réalisation de films de recherche et à leur diffusion. La mise en place de ce laboratoire permet, d'une part, de fournir des moyens techniques aux chercheurs et chercheuses désireux d'accompagner leur recherche de documents audiovisuels et, d'autre part, d'engager des techniciens et des ingénieurs pour leur compétence dans ce domaine. Au fil du temps, nombreux furent les chercheurs et chercheuses qui purent bénéficier d'un soutien logistique (montage des dossiers de production, prêt d'équipements) ou d'un soutien conceptuel en accompagnant les chercheurs et chercheuses dans leur projet de réalisation, et en mettant à leur disposition réalisateur, cadreur, preneur de son, monteur.

Durant les années 1980-1990, sous la houlette de Jean Rouch, un nombre significatif de manifestations virent le jour comme Les Regards Comparés ou encore le Festival du Réel. Ces événements eurent une répercussion majeure sur la production des documents et donnèrent au CNRS une visibilité à l'internationale. Paradoxalement, cette reconnaissance ne validait pas une valeur scientifique aux documents filmiques. Que ce soit les réalisateurs confirmés ou les diplômés en anthropologie visuelle, force est de constater que la prise en compte de ces productions audiovisuelles dans le déroulement d'une carrière était le plus souvent ignorée.

Tournage-formation dans un laboratoire du Muséum national d'Histoire naturelle (Paris) © Réseau RUSHS - CNRS

L'accessibilité des techniques de prise de vue avec la vidéo puis le numérique permirent à un plus grand nombre de chercheurs et chercheuses de s'approprier ces outils et de renouveler les formats en produisant des sites web, des blogs ou encore des revues en ligne afin de dissiper les limites qui pouvaient exister entre le visuel et l'écrit. Force est de constater que cette dynamique a non seulement permis une meilleure intégration des documents filmiques avec la formation de chercheurs et chercheuses en sciences humaines aux techniques cinématographiques, mais a aussi démontré une volonté de partage de ces expériences et la mise en commun des ressources. La dimension transversale s'imposait et incitait la création d'une communauté d'intervenants mobilisés au-delà des statuts.

Fédérer du collectif

L'un des principaux enjeux d'un réseau métier comme RUSHS est de structurer un collectif autour de pratiques et de méthodologies, difficilement partageables dans le quotidien de nos métiers. En effet, les acteurs de l'audiovisuel en SHS sont souvent isolés et disséminés dans des laboratoires, des instituts ce qui ne permet pas de se connaître, voire de se reconnaître.
Depuis 2019, le réseau a organisé plusieurs rencontres (deux actions nationales de formation et deux cycles de webinaires) autour de la transmission et de la formation.

Se retrouver pour des formations en présentiel

Le réseau propose des actions nationales de formation (ANF) sur des spécificités et des étapes de création de films scientifiques. L'accent est mis sur la pratique grâce à l'encadrement de professionnels audiovisuels externes. Chaque proposition de formation est organisée avec le souci de satisfaire l'ensemble des personnels de recherche dans leur volonté de travailler avec l'image et l'audio. Ainsi, les ANF proposent un parcours autour des pratiques d'écriture documentaire d'une part, autour de l'utilisation de l'audiovisuel comme outil de communication, valorisation et médiation scientifiques, d'autre part.

L'ANF organisée en 2019 était consacrée à la thématique de l'écriture audiovisuelle en SHS et des questionnements sur la notion de prise de vue au tournage. À Villejuif, un collectif de dix-sept personnes a ainsi participé aux échanges de pratiques, en présence de Jacquie Chavance, productrice à CNRS Images, et d'Édouard Mills-Affif, réalisateur.

L'ANF organisée en 2021 se focalisait, quant à elle, sur les pratiques de postproduction et de montage. Encadré par la société de production Les Beaux Yeux, avec l'aide de la monteuse Marguerite Foulletier et du chef opérateur de prises de vue Romain Rabier, chaque groupe a pu expérimenter et confronter ses pratiques à l'épreuve de son projet dans son laboratoire.

Trois jours intenses de formation avec deux groupes

Pour le premier groupe, DOCUMENTAIRE, l'objectif était de travailler à partir d'un projet en cours, d'aborder les questions de dérushage, de séquence et d'organisation des différentes phases du montage. Avec la formatrice, chaque stagiaire décortiquait ses rushs et (dé) structurait son intention pour avancer sur un éventuel projet de film scientifique.

Pour le second groupe, MOBILE, les efforts étaient concentrés sur la pratique avec une mise en situation réelle sur deux terrains de recherche choisis. Une première équipe tournait dans deux laboratoires situés au sein du Muséum national d'Histoire naturelle — le Centre de recherche sur la conservation (CRC, UAR3224, CNRS / MNHN / Ministère de la Culture) et le Laboratoire d'Anatomie comparée ; une autre équipe tournait à la bibliothèque Claude Lévi-Strauss du Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS, UMR7130, CNRS / EHESS / Collège de France). Ces laboratoires ont accepté d'accueillir des stagiaires pour produire des capsules vidéo sur un angle de recherche. Le tout, tourné au smartphone !

S'initier sur des webinaires

Le réseau RUSHS s'attache à fédérer des compétences et à faciliter leur mise en partage. Cela s'est traduit par la mise à disposition, sur son site, de fiches ressources sur les différentes étapes de la production audiovisuelle, de l'écriture du film à la diffusion, et par l'organisation désormais régulière de webinaires. Ces derniers proposent tous les mois (de janvier à juin et de

Carte d'identité RUSHS

RUSHS est un réseau métier rattaché, dans un premier temps, à l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS et restreint à ses agents. L'ensemble de la communauté audiovisuelle-recherche peut participer aux échanges.

Il a pour ambition de travailler à la promotion et à la reconnaissance des métiers de la production audiovisuelle, de la production pédagogique et du web (BAP F) et plus largement de toute la communauté qui utilise l'image animée et l'audio dans un cadre scientifique.

RUSHS se fixe comme premier objectif de dénombrer et cartographier les compétences image et son sur le territoire.

RUSHS est aussi un espace de rencontre pour échanger sur les pratiques professionnelles avec la mise en place d'outils visant à rompre l'isolement (site web, réseaux sociaux, rencontres…) et permettre d'avoir des appuis techniques.

RUSHS se propose de mettre en place des actions nationales de formation (ANF) autour de l'image, de l'audio et de ses variables conceptuelles, techniques, juridiques ou futuristes.

Membres du comité de pilotage :
▶ Christian Dury, réalisateur, Maison des Sciences de l'Homme Lyon St-Étienne
▶ Céline Ferlita, réalisatrice et responsable du service Audiovisuel/Communication, Appui à la Recherche et Diffusion des Savoirs (Villejuif)
▶ Pierre-Olivier Gaumin, réalisateur, Praxiling et MSH SUD (Montpellier)
▶ Christophe Gombert, réalisateur audiovisuel et multimédia, CNRS Images (Meudon)
▶ Thomas Guiffard, réalisateur audiovisuel et multimédia, Pouchet (Paris)
▶ Jean-Christophe Monferran, réalisateur audiovisuel et multimédia, Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain - IIAC (Paris)
▶ Julie Solviche, chargée de ressources documentaires, Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences - CAPHÉS (Paris)
▶ Nadine Wanono, réalisatrice, Institut des Mondes africains - IMAF (Aubervilliers)

septembre à décembre) depuis 2020, année de crise sanitaire, de s'initier à des outils de tournage et de montage et d'échanger autour de méthodologies et d'expériences particulières de laboratoires. Durant une heure de visioconférence (trente minutes de présentation et trente minutes de discussion), les membres de RUSHS partagent leurs expériences sur l'équipement vidéo, le montage, les aspects juridiques ou la gestion des données. Une dizaine de webinaires est maintenant en ligne sur la chaîne RUSHS de Canal U.

Et maintenant ?

Le réseau RUSHS est stabilisé, avec 286 membres qui suivent l'actualité de ce collectif. Il est à constater que l'audiovisuel devient un outil et une manière de réfléchir la science. La question de l'écriture audiovisuelle et de ses différentes formes de visibilité structure un paysage polymorphe dans les manières d'aborder l'image et le son dans les laboratoires et avec les disciplines scientifiques. Au-delà d'un simple outil, l'audiovisuel et les compétences d'un réseau professionnel articulent une réflexion pour donner à voir une discipline, un savoir-faire ou un événement. Plus largement, l'écriture avec l'image animée répond à une demande publique en montrant la diversité des approches disciplinaires.

Avec l'arrivée des réseaux sociaux, l'image est partout. La production d'image devenant de plus en plus « facile », les sciences entrevoient dans ce phénomène un possible travail collaboratif entre spécialistes et chercheurs et chercheuses. Il est donc urgent de se questionner sur l'aide à la production et à la diffusion dans les laboratoires.

S'impliquer dans les réseaux

L'un des buts de RUSHS est aussi de faire réseau avec ceux déjà existants. RUSHS est un morceau d'un puzzle qui doit s'articuler avec les autres réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche. En interne, dans ce cadre, RUSHS collabore avec le réseau Com'On, réseau des acteurs de la communication au CNRS, sous forme de webinaires communs. RUSHS est ainsi intervenu en décembre 2021 dans un webinaire consacré à la thématique : « Comment filmer une vidéo en laboratoire avec un téléphone portable ? ».

RUSHS est aussi actif dans le collectif des plateformes Audio-Visio coordonné par le Réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme (RnMSH). Enfin, RUSHS s'intéresse à l'évolution des collectifs FRESH (Film et recherche en sciences humaines) à Caen, de la Fabrique des Écritures à Marseille et de l'Association Nationale des Services TICE et Audiovisuels de l'enseignement supérieur et de la recherche (réseau national universitaire ANSTIA).

En septembre 2022, RUSHS réunira ses membres pour partager et échanger autour de pratiques et invitera des collectifs comme Canal U. Ce temps sera aussi l'occasion de renouveler son comité de pilotage.

▶ **Prochains webinaires 2022**
4 avril : travailler avec les données vidéo sensibles
16 mai : vidéo et réseaux sociaux avec le réseau ComOn
13 juin : initiation à la prise de son

Christian Dury, Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne (MSH - LSE) ; Céline Ferlita, Appui à la Recherche et à la DIffusion des Savoirs (ARDIS) ; Pierre-Olivier Gaumin, Maison des Sciences de l'Homme « Les Sciences Unies pour un autre développement » (MSH SUD) ; Julie Solviche, Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (CAPHÉS) ; Nadine Wanono, Institut des Mondes africains

▶ Retrouvez RUSHS sur :

contact&info
▶ Christian Dury
MSH - LSE
christian.dury@cnrs.fr
▶ Céline Ferlita
ARDIS
Celine.FERLITA@cnrs.fr
▶ Pour en savoir plus
https://rushs.cnrs.fr

Socsemics : un projet ERC sur le confinement en ligne et les bulles socio-sémantique

Chargé de recherche CNRS au Centre Marc Bloch - Centre franco-allemand de recherche en sciences sociales (UAR3130, CNRS / MEAE / Mesri / Ministère fédéral allemand de l'Enseignement et de la Recherche), Camille Roth a obtenu, en 2017, un financement ERC Consolidator Grant *pour le projet Socsemics* - Socio-Semantic Bubbles of Internet Communities. *Socsemics vise à développer de manière intégrée un ensemble de méthodes permettant de décrire l'existence potentielle de « bulles » dans certains espaces publics numériques, en adoptant un point de vue socio-sémantique, c'est-à-dire en considérant conjointement le confinement interactionnel et informationnel des utilisateurs. Il s'agit plus particulièrement de répondre à une série de questions fondamentales liées à l'existence, la structure et la dynamique de telles bulles dans les communautés en ligne.*

Pourquoi avez-vous postulé à l'ERC ?

Je souhaitais faire converger plusieurs directions de recherche qui m'avaient occupé durant la décennie précédente. Il fallait notamment rassembler analyse des réseaux, sociologie des usages et des espaces publics en ligne, traitement automatique des corpus textuels, autour d'un sujet commun. Chaque domaine d'étude aurait pu correspondre à un projet en propre, que l'ERC permettait d'intégrer de manière unique, avec une latitude qu'aucun autre instrument de financement ne m'aurait donnée — ou alors, au prix d'un travail de coordination prohibitif.

Qu'est-ce que l'approche socio-sémantique ? À quoi peut-elle nous être utile ?

L'objectif sous-jacent est de comprendre les phénomènes de cognition sociale : comment un système d'acteurs produit des savoirs et traite des informations de manière distribuée, décentralisée ? Empiriquement, les communautés scientifiques ou bien les espaces publics numériques illustrent particulièrement bien ces processus. L'approche socio-sémantique vise à appréhender conjointement la structure des interactions (en étudiant le réseau social) et la distribution des informations (en étudiant le réseau sémantique), tout en prenant en compte leur co-évolution au sein d'un même cadre formel. En pratique, l'approche permet de décrire et modéliser des phénomènes culturels comme la polarisation et l'émergence de bulles dans les espaces en ligne, l'évolution des communautés épistémiques et des écoles de pensée et, plus largement, la contribution de la forme des liens entre acteurs à la formation de leurs opinions.

Quels conseils donneriez-vous aux chercheurs qui souhaitent se lancer dans la préparation d'un ERC *Consolidator Grants* ?

La « feuille blanche » d'une proposition ERC, qui n'impose ni structure, ni livrables, permet de se focaliser entièrement sur la science rêvée : j'ai vécu la préparation comme l'occasion de proposer un programme plutôt qu'un projet de recherche. Corollaire, qui coïncide également avec mon expérience d'évaluation des ERC, il me semble utile d'autocritiquer son projet en opposition à ce qu'il serait possible de réaliser autrement : un ERC n'est pas un super-projet ANR, ni même un projet européen — non seulement quantitativement, bien entendu, mais aussi qualitativement : « s'agit-il d'un chantier fondamentalement irréalisable sans les moyens combinés d'un ERC? » La feuille blanche aide beaucoup ici.

contact&info
▶ Camille Roth
CMB
roth@cmb.hu-berlin.de
▶ Pour en savoir plus
https://socsemics.huma-num.fr
https://cmb.huma-num.fr

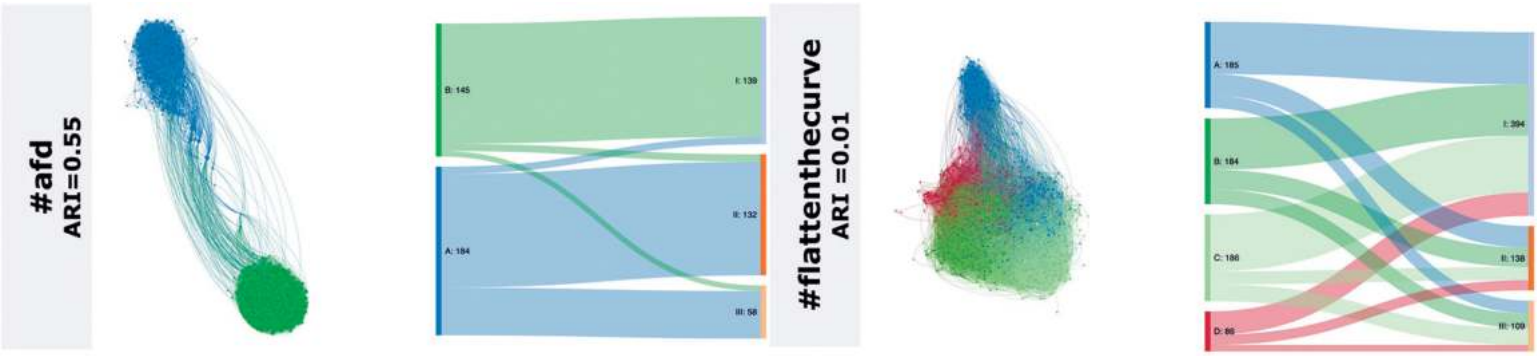


Illustration des formes que peut prendre l'alignement entre catégories interactionnelles (clusters sociaux) et informationnelles (clusters sémantiques).
Dans le cas des réseaux Twitter induits par les discussions autour du mot-clé #afd, les deux pôles apparaissant à l'aune des interactions (à gauche, deux clusters A & B) correspondent dans une large mesure à des catégories discursives distinctes (I, II et III ; diagramme de droite), au contraire des discussions plus diversifiées autour du mot-clé moins polarisant "#flattenthecurve"

Anthropologie en partage : l'InSHS valorise l'anthropologie dans sa diversité

Priorité disciplinaire de l'InSHS, l'anthropologie bénéficie en 2022 d'un éclairage particulier au sein de l'Institut des sciences humaines et sociales. L'objectif est d'offrir, grâce à un ensemble d'actions ciblées, une plus grande visibilité aux recherches et donner à voir la diversité des approches et des travaux qui font la richesse de notre discipline. Ne pouvant tout embrasser ni prétendre à l'exhaustivité, le comité de coordination a souhaité privilégier l'angle du « partage », notion largement consubstantielle de la discipline anthropologique[1]. Les objets d'étude et les terrains sont incroyablement divers et si tous font la part belle aux catégories émiques (celles des personnes étudiées) pour rendre compte de la complexité des situations observées, les méthodologies de travail et la manière d'exprimer les analyses sont également d'une grande diversité. Grâce aux outils de communication du CNRS, nous allons ainsi, tout au long de l'année, mettre en valeur les programmes de recherche, les événements et les publications que les collègues pourront nous signaler. Une page dédiée sur le site de l'InSHS est, dès à présent, consacrée à l'anthropologie en partage. De même, une rubrique récurrente dans la Lettre de l'InSHS visera à mettre en avant des projets en cours, des projets finalisés et particulièrement importants pour notre discipline et des projets innovants, notamment, mais pas que, autour des sciences partagées et des écritures innovantes. Enfin, un blog autour de l'anthropologie dans son inter- et pluridisciplinarité devrait être prochainement ouvert sur le site de CNRS Le Journal afin de montrer la manière dont l'anthropologie dialogue avec les autres disciplines au sein des sciences humaines et sociales et en dehors.

Parallèlement à ces actions de communication autour des projets existants, le focus Anthropologie en partage va être ponctué d'actions plus spécifiques visant à toucher un public élargi. C'est ainsi que nous avons sollicité les collègues femmes anthropologues pour participer à la Journée des femmes et filles de sciences le 11 février dernier. Quarante magnifiques portraits ont été publiés sur le compte Twitter de l'InSHS mettant en valeur non seulement la variété des profils mais également des institutions de rattachement au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Très prochainement, un concours de photographies de terrains va vous être proposé : nous espérons que vous serez nombreux à participer.

Mais revenons aux articles de ce dossier qui ouvre officiellement notre année de mise en valeur des recherches en anthropologie. Très différents dans leur forme, leur méthodologie et leurs modes de restitution, les quatre projets présentés ici témoignent de la diversité des objets et des terrains actuels en anthropologie, ils ont en commun l'ambition de la comparaison, de la co-construction et de l'ancrage dans la société. C'est ce que nous explique Michèle Baussant dans son article sur les recherches en sciences humaines et sociales menées depuis plusieurs années au Centre français de sciences sociales (Cefres) à Prague où l'anthropologie participe à construire un espace de recherche collaboratif au sein de l'espace européen si malmené actuellement. C'est également le cas d'Émilie Stoll qui, par son travail sur l'histoire des plantes, permet d'appréhender les migrations en France sur un angle tout à fait renouvelé. Christophe Broqua, quant à lui, explicite la manière dont les anthropologues ont été impliqués dans l'enquête collecte du Mucem sur le VIH-Sida, permettant de retracer l'histoire sociale et politique de cette épidémie. Ces deux projets de recherche ont la particularité d'avoir donné lieu à des expositions grand public, visibles encore actuellement : l'un au Jardin des Plantes à Paris et l'autre au Mucem à Marseille. Les recherches décrites par Christophe Broqua partagent avec celle présentée par Gabriel Orlandi la volonté d'impliquer les groupes sociaux dans la définition de l'objet d'étude. Qu'elles soient nommées « sciences participatives » ou « recherche collaborative », ces projets font la part belle au dialogue entre chercheurs, chercheuses et société, dialogue stimulant et indispensable mais qui n'est pas sans difficultés et ambiguïtés. Enfin, nous ne voulions pas célébrer l'anthropologie sans rappeler que Fariba Adelkhah est arbitrairement retenue prisonnière en Iran depuis le 5 juin 2019. Grâce à Béatrice Hibou qui a répondu à trois questions autour des recherches de Fariba, nous rappelons avec force le soutien du CNRS pour parvenir à sa libération dans les plus brefs délais.

Carolne Bodolec, DAS InSHS

1. Ce groupe est composé de l'équipe de suivi de la section 38 – Anthropologie et étude comparative des sociétés contemporaines à l'InSHS : Caroline Bodolec, Maria-Pina Selbonne et Nicolas Claudon ; du pôle communication de l'InSHS : Armelle Leclerc, Nacira Oualli et Marie Mabrouk ; de deux membres de la section 38 du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) : Anne Monjaret et Jérôme Courduriès, d'une collègue graphiste du LESC : Emmanuelle Seguin ; d'une représentante de l'Association Française d'ethnologie et d'anthropologie (AFEA) : Frédérique Fogel.

Recherches sur l'Europe ou une « autre » Europe de la recherche ? L'anthropologie au Centre français de recherche en sciences sociales à Prague

Michèle Baussant est anthropologue, directrice de recherche CNRS au Centre français de recherche en sciences sociales à Prague (Cefres, UAR3138, CNRS / MEAE ; Umifre13). Son parcours croise, depuis ses débuts, une perspective anthropologique articulée à d'autres approches disciplinaires (histoire, sociologie politique, géographie, digital humanities*…) et une vision comparative et connectée de ses différents terrains qui lui permettent de penser sa thématique principale de recherche : le rôle de la mémoire comme ressource pour, d'un côté, créer des solidarités fondées sur un passé vécu et/ou transmis et, de l'autre, produire des mécanismes de rejet, d'exclusion et de désaffiliation.*

Synagogue de Nový Jičín, en Moravie-Silésie (République Tchèque). Entre fin 1938 et début 1939, la communauté juive doit dans les huit jours quitter la ville qui est rattachée au Reich à la suite des accords de Munich. Elle n'a jamais été reconstituée depuis © Michèle Baussant, novembre 2021

Comment se (co)construit l'anthropologie en et de l'Europe, dans une région, l'Europe Centrale et orientale, tantôt définie comme « sismémographe » de l'histoire européenne[1] et espace au cœur de la globalisation[2], tantôt comme un espace périphérique, un lieu où se « déferait » l'Europe, voire des « terres de sang »[3], mondes de l'entre-deux aux identités fragmentées et aux trajectoires violentes et incertaines ?

Ce questionnement a émergé en amont de mes premiers contacts avec le Centre français de recherche en sciences sociales à Prague, véritable plateforme de recherche et de coopération franco-tchèque en sciences humaines et sociales. Là, anthropologues français, tchèques et de diverses nationalités contribuent depuis longtemps, dans une approche comparative, à l'anthropologie européenne et à une anthropologie de l'Europe. C'est là que j'ai renoué avec mes premiers intérêts de recherche pour les Allemands d'Europe centrale et les « vaincus » de l'histoire. Cet intérêt a évolué vers d'autres « défaits », avec une thèse en ethnologie et sociologie comparative sur les Européens d'Algérie, et d'autres espaces, au Maghreb puis au Moyen-Orient. J'ai cependant toujours maintenu un dialogue avec l'Europe centrale et orientale, notamment grâce à Marie-Claire Lavabre[4] et à Bogumil Jewsiewicki, pionniers dans l'analyse comparée des usages des passés coloniaux et communistes, et le séminaire conjoint « Mémoires et usages du passé en Europe » (EHESS, Sciences Po).

J'ai renforcé cette perspective comparée en travaillant au Cefres, centre à la croisée de différents espaces, disciplines, institutions de recherche et d'un réseau d'Umifre couvrant les territoires

1. Marès A. (dir.) 2009, *La Tchécoslovaquie, sismographe de l'Europe*, Institut d'Études Slaves.
2. Hock B. and Allas A. (ed.) 2020, *Globalizing East European Art Histories Past and Present*, Routlegde.
3. Snyder T. 2012, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et taline*, Gallimard.
4. Chercheuse CNRS au Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée (CEE, UMR8239, CNRS / Sciences Po Paris).

Restaurant Nostalgie à Osoblaha, petite ville de Moravie-Silésie à la frontière polonaise, théâtre de multiples dépopulations et repopulations au XXe siècle, notamment durant la seconde guerre mondiale © Michèle Baussant, novembre 2021

situés entre Allemagne et Russie, d'où peuvent se « décentrer » le regard et les savoirs, démarche chère à l'anthropologie. Ce décentrement, dans une région qui n'est pas centrale que par le nom, donne des outils pour saisir les espaces de relations qui « font » l'Europe d'aujourd'hui et la nature polymorphe de ses paysages idéologiques, enchevêtrant profondément les histoires et les conflits passés et actuels.

Ce sont ces paysages qui sont au centre du projet collaboratif Tandem, *Europe: a resentful confederation of loser's peoples ? Raw and lapsed memories of post-imperial (European) minorities* (CNRS, Académie tchèque des sciences et Université Charles), que je développe avec des collègues tchèques, slovènes, français, israéliens et italiens. Il explore, à partir d'une approche ethnographique et multidisciplinaire, un héritage persistant, complexe et partagé, celui des empires intra- et extra-européens, esquissant la carte invisible d'une autre Europe, continent de personnes déplacées et de vaincus. Il construit un réseau international de recherche impliquant différentes universités en République Tchèque, en Autriche, en Slovénie, en Italie, en Israël, en Allemagne et en Grande-Bretagne, avec l'organisation de séminaires conjoints, de publications (codirection d'un numéro spécial de la revue *Condition Humaine / Conditions Politiques*, avec Giacomo Mantovan, CRIA, Lisbonne) et de projets internationaux et bilatéraux (notamment le partenariat Hubert Curien Proteus, « *Displaced histories without traces and traces of past without history* », avec Katja Hrobat Virloget, Primorska University).

Dans la suite des travaux de Nathan Wachtel, il questionne la défaite comme un concept anthropologique heuristique pour comprendre les silences, les « gains de connaissance historique » venant des vaincus[5], la déterritorialisation et reterritorialisation des conflits et leurs cycles, notamment à partir des expériences et des représentations « ordinaires » d'acteurs sociaux divers.

Ce travail entre en résonance avec les recherches de Ronan Hervouet, professeur de sociologie à l'Université de Bordeaux, membre du Centre Émile Durkheim (UMR5116, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université de Bordeaux) et chercheur en délégation au Cefres en 2021-2022, sur les exilés biélorusses en Europe centrale. Celui-ci met en évidence les apports de l'approche anthropologique pour saisir ces représentations « ordinaires » qui jouent dans les formes de rapport au politique, dans le cadre de régimes autoritaires. Ses travaux sur les datchas et jardins potagers des citadins, élément central du quotidien dans la Biélorussie postsoviétique et sur le quotidien dans la campagne collectivisée lui permettent de dévoiler les formes d'économies morales qui animent les mondes ruraux et les raisons pour lesquelles le régime de Loukachenko y est en partie soutenu et défendu. Le mouvement de contestation en Biélorussie en 2020 a poussé quelques 200 000 Biélorusses à s'exiler en Lituanie, Pologne et République tchèque, trois pays particulièrement mobilisés à propos de la « question biélorusse ». Ronan Hervouet les suit, interrogeant les formes de leur politisation et les conditions de leur exil (dimensions matérielles, réseaux de solidarité, liens avec la parenté résidant sur le territoire biélorusse, formes de mobilisation transnationales).

5. Koselleck R. 2005, *L'expérience de l'histoire*, Points.
6. Milosz C. 2001, *To Begin Where I Am. Selected Essays*, Farrar, Straus and Giroux, p.203.

Dans un cadre aujourd'hui traversé par des flux de personnes et de biens, d'idéologies, d'images et de discours, seule une vision connectée des savoirs, des connaissances, des acteurs et de leurs interactions permet d'appréhender ces paysages interdépendants, dans les pays de l'Europe centrale et orientale et à une échelle plus globale, et les phénomènes qui les traversent : des plus aigus et disruptifs comme la pandémie de Covid-19, l'actuelle acmé du conflit russo-ukrainien et ses impacts humains ; en passant par les liens transnationaux des réfugiés Grecs en Europe centrale (Maria Kokkinou, postdoctorante Cefres) et les phénomènes de transition et de transformations politiques, économiques et urbaines après l'effondrement du communisme ; aux plus quotidiens — renouveaux religieux, formes de ritualisation des transgressions et des normes — abordées lors d'une journée d'études au Cefres, coorganisée avec Alessandro Testa (Université Charles) et Yoann Morvan (chercheur CNRS au Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire - MESOPOLHIS, UMR7064, CNRS / AMU / Sciences Po Aix) —, réseaux marchands, circuits de la mondialisation (Felipe Kaiser Fernandes, doctorant Cefres) et logiques de la globalisation, mobilités et rapport aux morts (Véronique Gruca, doctorante Cefres), ou enfin formes de l'habiter, relations à l'environnement et/ou aux animaux.

La nouvelle équipe Tandem (2022-2024), avec Chloé Mondémé, anthropologue CNRS au laboratoire Triangle : Actions, discours, pensée politique et économique (UMR5206, CNRS / ENS Lyon / Sciences Po Lyon / Université Lumière Lyon 2), et Petr Gibas, chercheur à l'Institut de sociologie (Académie des sciences tchèque), couvre cette dernière thématique. À l'intersection de l'anthropologie, de la sociologie, des sciences de la vie et des sciences cognitives, leur projet « Un espace domestique multi-espèces : comment humains et non-humains cohabitent à l'ère des crises » est centré sur l'interrelation entre acteurs humains et non-humains (animaux, plantes, champignons, bactéries, virus, artefacts technologiques, agents chimiques), dont la crise du Covid-19, en un sens, a été une manifestation évidente. Les humains cohabitent avec différentes espèces et technologies, si bien que les sciences sociales ne peuvent plus se contenter de porter leur focale analytique uniquement sur l'humain, ses comportements et son organisation sociale. Partant de ce constat, leur projet propose, dans une perspective interdisciplinaire et à partir de terrains comparatifs en France et en République Tchèque, de s'intéresser à la manière dont les non-humains animés contribuent, participent, transforment et modifient notre habitat et notre domesticité. Il interroge la notion de « foyer » (*home*), prenant en considération les enjeux (géo)politiques qu'elle soulève, son extension à différentes échelles, et l'idée de ce que veut dire « habiter » à l'échelle de la planète.

Ancrées sur le terrain, ces recherches, en partage avec d'autres disciplines, institutions locales et chercheurs et chercheuses, riches des travaux déployés depuis plus de trente ans au Cefres et soucieuses de créer des ponts avec les mondes politiques et sociaux, attestent qu'il n'est pas possible de penser l'Europe centrale et orientale comme des espaces en marge et de marges, notamment par rapport à l'Europe et à son histoire. Elles analysent les points de bascules et de redistribution des intérêts macro-régionaux, comment les guerres et exodes actuels font resurgir les mémoires les plus intimes et les usages les plus politiques des violences du passé, des frontières perdues et recomposées et des lieux ravagés du XXe siècle européen où les hommes « tremblaient » au seul « écho de la voix humaine »[6]. Elles nous apportent un savoir précieux pour comprendre les mystifications idéologiques, les théories politiques manichéennes, les effets crus du libéralisme et les transformations de nos relations à nos environnements. Depuis ces territoires féconds pour réfléchir les équilibres et déséquilibres du monde contemporain, elles nous rappellent que ces espaces ne sont pas une « autre Europe ».

contact&info
▶ Michèle Baussant
Cefres
michele.baussant@cnrs.fr

Carnaval (*masopust*) de Mělník, République Tchèque, 27 février 2022 © Michèle Baussant

Le Jardin des altérités. Les migrations humaines racontées à travers l'histoire des plantes

Anthropologue CNRS au Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S, UMR 8053, CNRS / Université des Antilles), Émilie Stoll travaille sur les trajectoires migratoires et les mobilités sociales des populations d'Amazonie brésilienne. Depuis 2019, elle coordonne le projet EXORIGINS « De la diversité bioculturelle dans les jardins des Parisiens : circulations de végétaux, de personnes et d'imaginaires », financé par le programme Émergence(s) de la Ville de Paris. Avec son équipe, elle propose un regard décalé sur les migrations, en retraçant les trajectoires migratoires singulières de plantes qui s'invitent dans notre quotidien.

Berta, gardienne d'immeuble portugaise, montre un plan de châtaigner qu'elle a fait pousser dans la cour de son immeuble et qu'elle ramènera cet été au Portugal
© Ludovic Fossard / Projet EXORIGINS

Immigrer, c'est emporter avec soi sa culture, sa langue, ses croyances… mais pas seulement. Dans les valises des cinq millions d'immigrés résidant en France, il y a souvent un peu du pays d'origine sous forme de plantes ou de graines qui, à l'image de la cellule familiale, « prennent racine » sur la terre d'accueil. Julia est une Parisienne d'ascendance portugaise. Dans son potager, elle a planté du chou « galicien », un semis « de famille » hérité du jardin de ses parents qui ont immigré en France dans les années 1960. Bien qu'elle se sente française, ce légume, qu'elle utilise dans certaines préparations culinaires, lui donne un sentiment d'appartenance pour un autre lieu — exogène — le Portugal. D'une certaine façon, Julia « plante » sa diversité dans son potager et participe ainsi à la pluralité de notre société. Les jardins deviennent, par le biais de ces pérégrinations végétales, des reflets de la diversité de nos origines. Autre exemple : à Saint-Étienne, un immigré algérien déplace des variétés de légumes entre son pays d'origine et sa terre d'accueil, plantant des haricots algériens en France et emportant des cerises stéphanoises en Kabylie[1]. Là aussi, les jardins privés deviennent des espaces mémoriels construits et perpétués par la culture d'espèces végétales étrangères associées à un lieu d'origine exogène.

Les végétaux peuvent donc nous donner des indices sur les rapports de leurs propriétaires à leurs « origines ». Mais que nous apprennent-ils sur notre propre façon d'envisager l'Autre et l'Ailleurs ? La façon dont nous classons les plantes — « domestiques », « compagnes » quand nous les apprécions, « exotiques », « invasives » quand elles viennent de (trop) loin — ne reflète-t-elle pas un point de vue particulier sur le monde et une manière de traiter autrui et plus spécifiquement l'étranger ? En effet, souvent, l'origine locale ou étrangère postulée est socialement construite. Et les évidences sont trompeuses : les pommes normandes sont originaires d'Asie centrale ; notre piment d'Espelette a été ramené d'Amérique… Ainsi, les plantes sont comme nous de grandes voyageuses, trompeuses sur leurs origines. On les croit d'ici, mais elles sont aussi d'ailleurs, à l'image des populations humaines.

1. Jelen B. 2006, « Identités culturelles et espaces ouvriers : l'exemple des jardiniers immigrés de Saint-Étienne (France) », Les Cahiers du Gres 6(1) : 77–92.

Le Jardin des Altérités en mars 2019 © Ludovic Fossard / Projet EXORIGINS

La manière même dont nous nommons les plantes est révélatrice de nos subjectivités et nous emmène sur de fausses pistes. Les noms populaires des végétaux sont souvent porteurs d'énigmes sur leurs origines réelles ou fantasmées : quelle est la signification du Chardon-Marie dans la religion chrétienne ? Pourquoi donne-t-on le nom d'Arbre de Judée au Gainier silicastre ? Quelle est l'origine du lilas français ?

Il en va donc des plantes comme des hommes : leur identité est sujette à un questionnement peu objectif qui pose la question de l'altérité, thème structurant de nos sociétés contemporaines. C'est ce que l'équipe EXORIGINS souhaite montrer. Dans les jardins publics et privés, elle cherche à décloisonner les idées reçues et à mettre en dialogue les chercheurs, chercheuses et la société.

Cette réflexion sur l'origine exogène d'espèces « locales » est menée à Paris, ville cosmopolite par laquelle transitent des personnes de tous horizons, avec leurs végétaux et leurs imaginaires. Nous faisons l'hypothèse selon laquelle la compréhension de la migration des plantes permettra de mieux comprendre celle des hommes. Ces trajectoires documentées sont présentées au grand public de manière didactique dans un Jardin des Altérités, bien réel, situé dans le Jardin des Plantes de Paris.

Le Jardin des Altérités

Ce jardin, conçu par les anthropologues Romain Simenel et Émilie Stoll, est mis en forme par l'artiste botaniste Liliana Motta, reconnue en France pour son travail sur les plantes en migration. Il se situe en face de la Grande Galerie de l'Évolution, entre la maison de Buffon et la Galerie de Géologie et de Minéralogie du Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN).

Le MNHN, tutelle du Centre Alexandre Koyré et de l'unité Patrimoines locaux, Globalisation et Environnement, a généreusement mis à disposition l'ancien jardin Paul Jovet, célèbre naturaliste précurseur de l'étude des adventices.

À l'origine du Jardin des Altérités est la volonté de rendre accessible au grand public notre réflexion sur une thématique controversée dans l'espace public — les migrations et la pluralité dans nos sociétés. Exemplifier dans un jardin l'histoire de la provenance des plantes nous paraissait un bon moyen de poser un regard différent sur la manière dont se construisent les identités dans les pays d'accueil des migrants.

Ce jardin est conçu comme un dispositif de recherche original permettant d'initier un dialogue entre les chercheurs et chercheuses, une artiste, les jardiniers du MNHN et les visiteurs du Jardin des plantes. Ainsi, les recherches des membres de l'équipe alimentent le contenu des parcelles et, en retour, le dialogue entre les jardiniers, les visiteurs et l'artiste alimente la réflexion des chercheurs et chercheuses, autour de quatre grandes thématiques :

1. L'altérité alimentaire : quelle plante est comestible, dans quel lieu et selon qui ?
2. L'altérité religieuse au prisme du végétal : quel est le rôle des plantes dans les religions ?
3. La classification des espèces végétales : les plantes sont-elles d'ici ou d'ailleurs ?
4. Cultiver son identité à Paris et en Île-de-France : a) Les plantes emblématiques de la France, b) les plantes des Franciliens, c) les plantes des loges d'immeubles à Paris.

Le yucca : une plante royale devenue la vedette des halls d'immeubles

À l'entrée de sa loge de gardienne, Berta[2] bichonne un magnifique yucca qu'elle a un jour ramassé dans une poubelle. « Les gens achètent quand tout est bien vert, puis les plantes meurent, et ils les jettent. Moi, je les récupère », explique-t-elle.

Le yucca est aujourd'hui une plante décorative sans grande valeur. Vendue par million en grande surface, elle est devenue omniprésente dans les salles d'attente et les halls d'immeubles.

Pourtant, ses origines sont bien plus glorieuses que sa destinée. En effet, cette plante désormais banale a une histoire hors du commun qui débute dans le désert des Mojaves, dans le sud de la Californie, où les Amérindiens le consommaient et utilisaient ses fibres pour faire du tressage.

Suite à la colonisation du Nouveau Monde, l'espèce *Yucca gloriosa* est ramenée, au XVIe siècle, en Europe où quelques spécimens sont acclimatés chez des collectionneurs. Les Français le nomment « yucca glorieux » en l'honneur de son port altier. Les Anglais, eux, voient dans ses feuilles acérées, la caractéristique guerrière des conquistadors, et l'appellent « *Spanish dagger* » (dague espagnole).

En 1596, un premier spécimen fleurit à Londres, dans le jardin du botaniste John Gerarde, et un autre à Paris, dans le jardin de Jean Robin, botaniste du Roi Henri IV. Cette plante, jusqu'ici précieuse et rare, entame sa lente intégration dans le paysage occidental.

Au XIXe siècle, la qualité ornementale indéniable des yuccas en fait une plante de choix pour les jardins botaniques des pays européens. Fréquemment cité dans les revues horticoles européennes, le yucca se dissémine. En 1855, il est massivement planté dans les squares et les parcs de Paris.

Finalement, au XXe siècle, le yucca se démocratise, s'invitant dans les foyers des particuliers. L'histoire du yucca a donc suivi le chemin des hommes. La plante s'est répandue à travers la planète dans les bagages des colonisateurs. Robuste, élégante, elle a su trouver sa place au sein de sociétés très diverses au point de faire oublier ses origines américaines. Elle est devenue la plante de tous, après avoir été celle des Amérindiens puis des Rois.

Comme le raconte Berta : « Mon yucca, je l'ai trouvé et ramené de la mairie du 11e, place Léon Blum. Il était abandonné, au bord de la route ». Il a trouvé une nouvelle jeunesse dans la cour de son immeuble où elle cultive des plantes ramassées ici et là au gré de ses déplacements.

Bientôt, il partira peut-être dans sa terre natale, le Portugal, où elle possède un grand verger. Au fil des ans, elle y a planté arbres et arbustes rapportés de Paris : néfliers, amandiers, yuccas… contribuant ainsi à enrichir la longue histoire des plantes voyageuses.

▶ Retrouvez le témoignage de Berta en vidéo.

Berta et son yucca © Ludovic Fossard / Projet EXORIGINS

L'équipe EXORIGINS est composée de onze chercheurs et chercheuses :
▶ Élise Demeulenaere, CNRS, Centre Alexandre Koyré / Histoire des sciences et des techniques
▶ Eugénie Denarnaud, École nationale supérieure de paysage (ENSP Versailles), Laboratoire de recherche en projet de paysage
▶ Irène Dos Santos, CNRS, Unité de recherche migrations et société
▶ Arnaud Dubois, Cnam et École nationale supérieure d'art et de design (ENSA Limoges)
▶ Cannelle Labuthie, Université Paris Cité, Unité de recherche migrations et société
▶ Claire Médard, IRD, Unité de recherche migrations et société
▶ Liliana Motta, Laboratoire du DeHors
▶ Romain Simenel, IRD, laboratoire Patrimoines locaux, Environnement et Globalisation
▶ Émilie Stoll, CNRS, Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales
▶ Denis Vidal, IRD, Unité de recherche migrations et société
▶ Dominique Vidal, Université Paris Cité, Unité de recherche migrations et société

Le projet EXORIGINS est porté conjointement par le Centre Alexandre Koyré (CAK, CNRS / EHESS / MNHN), le Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S, CNRS / Université des Antilles) et l'unité Patrimoines Locaux, Globalisation et Environnement (PALOC, IRD / MNHN).

contact&info
▶ Émilie Stoll
LC2S
emilie.stoll@cnrs.fr
▶ Pour en savoir plus
exorigins.hypotheses.org/

2. Nous remercions Dominique Vidal, professeur de sociologie à l'université Paris Cité, de nous avoir ouvert son terrain d'enquête sur les concierges portugaises à Paris.

Un exemple de démarche participative en anthropologie : l'exposition « VIH/sida » au Mucem

Christophe Broqua est chargé de recherche CNRS à l'Institut des mondes africains (IMAf, UMR8171, CNRS / AMU / EHESS / IRD / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Ses recherches portent sur les mobilisations collectives contre le sida, sur la sexualité et le genre, ainsi que sur les migrations. En 2021, il est l'un des commissaires de l'exposition « VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie ! » au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille.

Photo des auteurs des Principes de Denver dans l'exposition « VIH/sida » © Caroline Chenu

Dans les mondes de la recherche et de la culture, la démarche « participative » est désormais fortement préconisée, en particulier dans les musées. Sa mise en œuvre reste pourtant loin d'être commune ni aisée, même si un nombre croissant d'expériences existe ; elle n'est pas non plus dépourvue d'ambiguïtés. L'exemple de l'exposition « VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie ! » au Mucem (du 15 décembre 2021 au 2 mai 2022) permet d'évoquer quelques conditions de réalisation en même temps que les limites de cette démarche.

Une chose est sûre : l'entreprise a été possible parce qu'elle a été menée majoritairement par des anthropologues qui avaient déjà développé un rapport de proximité avec les personnes sur lesquelles portaient leurs recherches dans le domaine du VIH/sida, lui-même marqué par une forte participation des personnes et des groupes concernés.

L'idée d'une implication des personnes issues de la lutte contre le sida dans l'élaboration de l'exposition tient d'abord à la particularité de cette cause. Dès les premières années, elle a généré une mobilisation des personnes touchées qui ont réclamé voix au chapitre. Un événement est considéré fondateur : des hommes appartenant aux premières organisations de personnes vivant avec le sida aux États-Unis se sont réunis lors d'une conférence médicale gay à Denver en 1983. Ils ont rédigé les Principes de Denver, détaillant les droits et devoirs des malades du sida. Dès lors, les batailles pour l'accès des personnes concernées aux décisions qui les concernent n'ont jamais cessé. Le principe du « Faire avec et pas pour » ou encore du « Rien pour nous sans nous » a constitué l'une des caractéristiques les plus notables de la lutte contre le sida.

Les chercheurs et chercheuses engagés dans le projet d'exposition étaient ainsi largement imprégnés de ce rapport au savoir et à l'action des personnes touchées par l'épidémie. Sur les huit commissaires de l'exposition, cinq étaient des anthropologues ayant consacré une partie au moins de leurs enquêtes au VIH/sida, et l'un était responsable de la recherche opérationnelle au

sein de l'association Sidaction (les deux autres, Caroline Chenu et Florent Molle, étant des professionnels de musée). Leurs dispositions expliquent en grande partie le choix précoce d'un dispositif ouvert à la participation des personnes et des groupes concernés.

Notre aînée, Françoise Loux, a effectué sa carrière au sein du Centre d'ethnologie française, laboratoire du CNRS qui était associé (et basé) au Musée national des arts et traditions populaires (MNATP), l'ancêtre du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem). C'est là que s'est développée, en grande partie, l'ethnologie de la France, d'abord appliquée au monde rural, puis à d'autres espaces géographiques et sociaux. Dès les années 1970, Françoise Loux s'est intéressée aux « savoirs populaires » sur le corps et la maladie, ce qui l'a conduite à proposer la reconnaissance d'un « savoir des malades ». Son travail était en cela précurseur d'une approche en termes de « savoirs expérientiels » aujourd'hui mieux reconnue. Ainsi a-t-elle encouragé notre collègue Stéphane Abriol à faire œuvre d'anthropologue en étudiant certains aspects du sida dont il était lui-même atteint. Ce n'est pas un hasard si Françoise Loux s'est intéressée à cette épidémie, puisque les malades du sida sont ceux qui ont le plus revendiqué la reconnaissance d'un savoir sur la maladie. Elle voyait là un rôle possible du musée, dans l'esprit du mot d'ordre de Georges Henri Rivière, fondateur du MNATP : « Donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ».

J'ai rencontré Françoise Loux alors qu'elle préparait un déploiement du Patchwork des Noms (panneaux de tissu dédiés à des personnes mortes du sida) qui a eu lieu le 1er décembre 1994 dans le hall du MNATP. Durant les années suivantes, nous avons organisé ensemble des débats sur le VIH/sida réunissant chercheurs, chercheuses et acteurs associatifs, approche hybride que nous avons prolongée dans un numéro de la revue *Ethnologie française* que publiait le musée-laboratoire[1]. Pendant cette période, je réalisais moi-même une enquête par observation participante au sein d'Act Up-Paris[2]. Puis, à partir de 2002, Françoise Loux et Stéphane Abriol ont effectué l'enquête-collecte sur le VIH/sida qui est à l'origine de l'exposition au Mucem, tout en poursuivant une réflexion sur la place possible de cette épidémie dans un musée de société[3]. Durant quatre ans, plus de 12 000 objets ont été collectés, qui ont rejoint les collections du Mucem après la disparition du MNATP.

Tout aussi déterminante a été la présence de Sandrine Musso, qui a soutenu en 2008 une thèse sur le sida chez les minorités postcoloniales. Devenue ensuite maîtresse de conférence en anthropologie à Aix Marseille Université, elle était au cœur du dispositif participatif mis en place pour l'organisation de l'exposition. Son parcours mêlait de manière indissociable les luttes associatives et les activités académiques ; son travail de recherche prenait racine et nourrissait en même temps son engagement dans la cité[4]. Tragiquement, elle est décédée d'un cancer en août 2021, quatre mois seulement avant l'ouverture de l'exposition.

Renaud Chantraine incarnait un autre profil et représentait une autre génération. En tant que doctorant, il s'est trouvé présent au Mucem aux débuts de la réflexion sur l'exposition et c'est au travers d'un contrat CIFRE au sein du musée qu'il a pu poursuivre son implication. Ardent partisan de la démarche participative, il a témoigné dans sa recherche doctorale d'un fort engagement dans certains des groupes et actions étudiés[5].

Vincent Douris, enfin, après une formation en philosophie, appartenait au milieu associatif, où il avait déjà mené une réflexion sur la participation des personnes vivant avec le VIH[6]. Son travail au sein de Sidaction était alors consacré à la recherche dite « opérationnelle », souvent menée par ou en collaboration étroite avec des acteurs associatifs.

Dès 2016, ces personnes réunies au sein d'un « comité de pilotage » (futur commissariat de l'exposition) ont choisi de mettre en place un dispositif participatif qui permette l'implication de personnes concernées, au sein d'un « comité de suivi », notamment grâce au réseau de connaissances à la fois local et national de Sandrine Musso. De 2017 à février 2020, ont été organisées six journées d'étude et neuf réunions du comité de suivi. Un message d'invitation avait été envoyé à plusieurs dizaines d'acteurs et actrices de la lutte contre le sida. Par-là, nous avons ouvert une porte ; sont ensuite venus celles et ceux qui ont voulu. L'objectif était de prendre en considération le mieux possible les avis et propositions des membres du comité. Le fait de démarrer le parcours de l'exposition sur l'état présent de l'épidémie est ainsi une décision prise lors de discussions au sein du comité. Nous avons essayé de suivre ce principe jusqu'à la dernière minute.

La particularité de l'exposition était de s'adresser à un public très hétérogène, allant des personnes ou groupes touchés par l'épidémie aux personnes les plus éloignées, la contrainte étant donc de faire en sorte que ces différents publics puissent y trouver leur compte. Avec le comité de suivi, nous voulions nous assurer que l'exposition convienne aux personnes concernées, en plus de bénéficier de leurs savoirs. La participation d'acteurs locaux nous a aussi permis de prévenir un réflexe parisianiste : le fait que l'exposition ait lieu dans la seconde région française la plus touchée par le sida (après l'Île-de-France) a été considéré comme une chance de décentrer notre regard, notamment dans le catalogue qui comprend diverses contributions sur l'histoire locale[7]. Cela nous a permis de faire découvrir des associations injustement méconnues à l'échelle nationale telles que le Tipi. En dépit des critiques formulées à différents moments par certains membres du comité de suivi, une fois l'exposition ouverte, beaucoup ont éprouvé une grande fierté à la vue du résultat final et se le sont pleinement approprié.

Toutefois, nous avons dû faire face à un certain nombre de difficultés. Tout d'abord, celles liées à notre manque d'expérience : nous n'avions pas de connaissance relative à la méthode participative, nous avons donc appris en faisant. De

1. Broqua C., Loux F. (dir.) 1998, « Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels », *Ethnologie française*, vol. XXVIII, n° 1.
2. Broqua C. 2006, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Presses de Sciences Po.
3. Abriol S., Loux F. 2002, « La place du sida dans un musée de société », *Musées et collections publiques de France* n° 237 : 6-41.
4. Broqua C. 2021, « Sandrine Musso : l'anthropologie ou la vie », *L'Année du Maghreb* n° 26 : 5-9.
5. Chantraine R. 2021, *La mémoire en morceaux : une ethnographie de la patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida*, Thèse pour le doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, EHESS.
6. Noseda V., Douris V. 2015, « Faire cause commune ? Réflexions critiques sur la participation des "communautés" à la recherche », in Otis J., Bernier M., Lévy J.J. (dir.), *La recherche communautaire VIH/sida : des savoirs engagés*, Presses de l'Université du Québec : 301-326.
7. Abriol S., Broqua C., Chantraine R., Chenu C., Douris V., Loux F., Molle F., Musso S. (dir.) 2021, *VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie*, Anamosa / Mucem.

Réunion du comité de suivi de l'exposition « VIH/sida », 12 juillet 2019 © Christophe Broqua

ce fait, il a été difficile pour certaines personnes de trouver leur place dans le comité de suivi. Puis la pandémie de Covid a rendu impossibles les réunions physiques durant les deux dernières années. Évidemment, beaucoup de choix ont été faits et de décisions prises par le commissariat, lui-même étant collaboratif et supposant de nombreuses négociations. Le travail collectif a représenté à la fois un avantage et un inconvénient : d'un côté, il a permis de disposer de plus de connaissances et d'idées, mais, de l'autre, il a nécessité de toujours trouver un consensus, ce qui peut appauvrir le propos et rendre difficile le choix d'une problématisation et d'un parti-pris forts.

Certaines difficultés sont aussi apparues dans les relations entre personnes extérieures impliquées dans les comités et différents services du musée ou prestataires. Des enjeux de pouvoir sans doute classiques se sont traduits par des formes d'imposition ou de rétention d'information ; certains choix ont été faits sans l'aval de tous les commissaires et certains objets ont été supprimés au moment de l'accrochage sans que ceux-ci ne soient tous consultés ou simplement informés.

Sur le contenu, une tension s'est exprimée entre deux conceptions: l'une cherchant le « beau » (mot plusieurs fois entendu) et l'autre visant à montrer la réalité la plus crue du sida. Cela s'est cristallisé autour de la place à accorder à l'art (contemporain). Le Mucem est un musée de société, mais plus ouvert à l'art que ne l'était son ancêtre le MNATP. Tout le monde s'accordait sur le fait que notre exposition comporte des œuvres artistiques, conformément à leur place importante dans l'histoire du sida, mais certains auraient voulu que leur part soit plus grande tandis que d'autres préféraient qu'elle ne devienne pas dominante.

Autre incitation à laquelle les comités ont été confrontés : la propension à parler des minorités sexuelles plus que d'autres minorités touchées par le VIH. Plusieurs commissaires ont veillé à ne pas reproduire l'effet de domination culturelle gay qui a pu s'exercer sur le milieu de la lutte contre le sida. L'objectif était de trouver le meilleur équilibre possible entre la nécessité de rendre compte et de célébrer le rôle des homosexuels, tout en veillant à éviter l'occultation d'autres minorités, ce qui supposait une vigilance permanente, alors que nous faisions face à certaines réticences à traiter des migrants et de l'Afrique, ou encore des usagers de drogues.

De même, il nous a été difficile de maintenir le message politique que certains souhaitaient placer au centre de l'exposition. Il est connu que le sida a servi de révélateur, notamment en mettant en lumière l'inégalité des vies. Il a souvent été dit qu'il avait permis des avancées, mais nous souhaitions montrer que de nombreux problèmes persistent, concernant en particulier la situation sociale, juridique et politique de certaines minorités. Mieux que dans l'exposition, ce bilan a pu être établi dans le catalogue qui a associé l'ensemble des commissaires aux décisions prises à toutes les étapes de sa réalisation.

Au total, il ressort de cette expérience que la « participation » et la démarche « inclusive », ou tout simplement collective, ne vont jamais de soi, elles sont toujours à défendre et (re) négocier. Le titre de co-commissaire a dû être arraché plutôt qu'il n'a été accordé de bonne grâce, de même que le retour régulier vers le comité de suivi a nécessité la pression de certains d'entre nous, en particulier Sandrine Musso. Enfin, notre expérience montre aussi qu'à l'époque où la démarche participative est encouragée, son adoption peut répondre à des logiques opportunistes de positionnement non tant par foi en cette approche que par calcul stratégique sur le bénéfice que peut apporter le fait de s'en réclamer ou de prétendre l'avoir mise en œuvre.

contact&info
▶ Christophe Broqua
Imaf
christophe.broqua@cnrs.fr

Faire de la recherche collaborative dans les Alpes : les apports de l'anthropologie

Anthropologue et doctorant à l'Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (Idemec, UMR7307, CNRS / AMU), Gabriele Orlandi est — depuis janvier 2022 — le responsable scientifique du projet TransAlps - *Transition durable et recherche appliquée en territoires alpins : approches comparées entre France, Suisse et Italie, lauréat de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH). Cette recherche vise, par la comparaison entre trois cas d'études en différents contextes nationaux, à explorer les articulations entre les échelles de l'action publique et l'implication citoyenne en milieu rural. Le projet s'interroge également sur la manière dont les méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales peuvent contribuer à l'accompagnement des initiatives citoyennes orientées vers la transition écologique et la justice sociale.*

Bannière du projet TransAlps © FMSH

Comment le projet *TransAlps* a-t-il été conçu ?

Ce projet est dans la continuité des thèmes qui animent ma recherche de doctorat depuis quelques années. Dans mon travail de thèse, qui allie enquête ethnographique et dépouillement d'archives, je m'intéresse aux effets produits au cours du siècle dernier par un « mille-feuille » de dispositifs et de politiques de développement rural sur une vallée du côté italien des Alpes occidentales. Il en ressortait par exemple que, dès les années 1930, la mise en patrimoine de la filière laitière locale répondait à une volonté précise des administrateurs départementaux et des instituts agricoles régionaux, afin de contrer le déclin démographique qui intéressait ce territoire comme beaucoup d'autres. Même la construction du paysage alpin n'est pas sans lien avec la domestication des espaces de montagne par les institutions publiques : je pense notamment aux infrastructures qui ont favorisé la diffusion du tourisme. Ces constats m'ont amené à réfléchir à une anthropologie des modes de gouvernance des espaces alpins. Ces questionnements ne pouvaient qu'aboutir à une démarche comparative, d'autant plus que la recherche sur les Alpes n'est pas nouvelle. C'est en effet au moins depuis les années 1960 que les anthropologues travaillant dans les Alpes ont cherché à comprendre comment des sociétés différentes s'étaient adaptées à des environnements comparables.

En deuxième lieu, il faut ajouter que j'ai effectué la plupart de ma formation universitaire en France. À partir de la deuxième année de doctorat, j'ai initié une cotutelle de thèse avec l'Italie, pays dont je suis originaire, mais que je connaissais très peu du point de vue académique et des débats qui y sont menés. Il y a en ce moment un fort intérêt pour les trajectoires des territoires ruraux et des formes spatiales d'inégalité qui les concernent, par exemple en termes de droits de citoyenneté, d'accès aux services, ou encore de mobilités sociales. C'est un dialogue très dynamique qui rassemble anthropologues, économistes, géographes, sociologues et urbanistes.

Avec mon équipe, nous avons répondu à un appel de la FMSH que l'on pourrait définir d'« incubateur », dans la mesure où le soutien qu'il fournit permet principalement aux équipes financées de mieux développer, pendant deux ans, leur problématique et leur méthodologie et de mettre en place les premières expérimentations. Actuellement, le projet *TransAlps* implique quinze autres personnes, ainsi qu'un comité scientifique de sept chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales issus des trois pays. Nous nous intéressons à la manière dont l'anthropologie contribue à la compréhension des facteurs qui, en milieu alpin, affectent les (micro)initiatives citoyennes, à l'heure où le sentiment de désengagement de l'État est répandu : nous voudrions mettre en lumière les conditions par lesquelles les populations locales arrivent à produire les biens et les services dont elles ont besoin.

Quels en sont les objectifs ?

Le projet *TransAlps* part du constat de l'omniprésence discursive et institutionnelle des enjeux de la transition écologique pour s'intéresser aux conditions de sa « mise en œuvre » dans les montagnes françaises, suisses et italiennes. Il s'agit de prêter attention aux relations que les populations entretiennent avec des configurations institutionnelles différentes, aux cultures politiques, aux théories vernaculaires, aux réseaux informels,

aux modalités d'inscription locale des acteurs, sachant que les habitants des milieux alpins ont beaucoup changé dans les dernières décennies : à côté des agriculteurs et des éleveurs, on trouve des bûcherons, des ouvriers, des travailleurs du tourisme, des professionnels du patrimoine. Les pratiques d'innovation et de revitalisation que ces groupes élaborent ne sont souvent pas réglées ou supportées par des politiques publiques, mais évoluent dans une certaine informalité, ce qui en fait un objet d'étude passionnant. En effet, l'approche sectorielle et descendante de nombreuses politiques publiques a déclenché chez de nombreuses populations alpines la demande de modèles alternatifs de gouvernance territoriale, plus collaboratifs et inclusifs.

Ainsi, à partir de l'automne 2022, nous réaliserons trois enquêtes de terrains sur des cas d'étude situés respectivement en France, Suisse et Italie pour explorer comment, dans des contextes nationaux différents, la capacité des citoyens à mettre en place des initiatives orientées vers la transition et la justice sociale s'articule à la présence des États dans ces territoires. Notre but n'est pas seulement d'établir une comparaison *ex post*, mais également de favoriser des échanges réguliers entre les chercheurs et chercheuses du projet, afin que la démarche comparative puisse être constitutive du travail d'enquête de chacun et chacune.

Notre recherche a également des ambitions du point de vue de l'épistémologie, de la méthodologie et de l'éthique de la recherche ethnographique. En effet, les formes de la transition en milieu montagnard constituent un enjeu qui rejoint autant les intérêts du monde de la recherche que ceux (d'au moins une partie) de ses interlocuteurs. Pour cette raison, nous serons particulièrement attentifs aux attentes engendrées par l'insertion d'un ou d'une anthropologue sur le terrain et aux demandes de collaboration qui pourraient venir de la part de nos interlocuteurs. Nous aimerions également vérifier que l'anthropologie ne sert pas uniquement à décrire, mais aussi à accompagner les initiatives orientées vers la transition, grâce à la réflexivité que le travail ethnographique peut apporter à ces dernières. Cela nécessite de mettre en œuvre une démarche partagée, en permettant aux interlocuteurs d'accéder aux interprétations élaborées par les anthropologues au fil de l'enquête et de concevoir, dès le début, des dispositifs pouvant être reçus et utilisés par les populations étudiées.

Pourquoi donner une telle place à l'échange et à la collaboration dans cette recherche ?

Le succès de réponses collectives orientées vers la transition dépend largement du fait que les acteurs sociaux sont en capacité de mobiliser au mieux leurs capacités, ressources et compétences au sein d'une démarche collective. Avec ce projet, nous faisons le pari que l'approche « au ras du sol » pratiquée par les ethnographes peut non seulement restituer les conflits, les contradictions, les divergences, mais également favoriser la médiation et la collaboration au sein de processus de gouvernance concertés et attentifs aux contextes. Puisque les populations des territoires alpins sont très hétérogènes, la possibilité d'une recomposition des intérêts et d'une prise de parole de tous les acteurs concernés sont un enjeu central : autant de défis pour lesquels l'anthropologie est une discipline particulièrement bien outillée. Nous imaginons également des formes de collaboration entre les territoires, puisque tout en étant situés dans des contextes nationaux différents, ils font face à des défis similaires. Notre pratique de recherche peut en effet contribuer à créer des connexions entre des acteurs situés dans des pays différents, mais également favoriser la circulation transversale des pratiques et le débat autour des initiatives citoyennes.

D'une manière plus générale, avec ce projet nous souhaitons contribuer à la réflexion sur les relations possibles entre la recherche et les interventions qui visent à transformer nos sociétés. Depuis quelques années, les appels à faire sortir l'anthropologie et les autres sciences sociales de leur « tour d'ivoire » et à produire des interprétations ayant une visée pratique pour les différents acteurs de la société se multiplient. Cependant, il y a souvent un certain flou autour de notions telles que celles de « recherche partenariale », « recherche-action », « anthropologie appliquée ». Cette diversité reflète en effet les différentes modalités de dialogue que la recherche sociale peut entretenir avec les champs de l'intervention. Avec le projet *TransAlps*, nous aimerons en particulier en explorer une : celle d'une anthropologie qui, tout en étant indépendante et rigoureuse, contribue, par la réflexivité et la mise en contexte propre à la recherche qualitative, à améliorer les actions et les initiatives orientées vers la transition écologique et à la justice sociale. En ce sens, elle est loin de s'opposer à la recherche « fondamentale ». Ainsi, nous voudrions contribuer à tisser un lien entre les outils de l'anthropologie et les défis que nos sociétés expérimentent, en reliant la théorie sociale à l'évaluation, la recherche à la citoyenneté, l'académie aux territoires.

contact&info
▶ Gabriele Orlandi
Idemec
gabriele.orlandi@etu.univ-amu.fr
▶ Pour en savoir plus
https://transalp.hypotheses.org

Un moment d'échanges à l'Université de Turin (Italie) © Giulia Ferrante

Trois questions à Béatrice Hibou, sur les travaux de Fariba Adelkhah

Anthropologue, directrice de recherche à Sciences Po et membre du Centre de recherches internationales (Ceri, UMR7050, CNRS / Sciences Po Paris), Fariba Adelkhah est retenue prisonnière en Iran depuis le 5 juin 2019. Pour l'InSHS, Béatrice Hibou, directrice de recherche CNRS au Ceri et membre active du Comité de soutien à Fariba Adelkhah, revient sur le parcours scientifique de cette chercheuse, parfaite connaisseuse de l'Iran, son pays natal.

En tant qu'anthropologue, sur quelles thématiques travaille Fariba ? On parle d'elle comme d'une anthropologue du voyage : peut-on en savoir plus ? Quelles sont ses méthodologies et sa pratique du terrain ?

On ne peut pas limiter l'anthropologie de Fariba à la question du voyage. Plus largement, elle travaille sur les transformations sociales post-révolutionnaires en Iran, mais aussi dans l'Afghanistan contemporain. Sa démarche relève tout à la fois de l'anthropologie sociale, de l'anthropologie culturelle et notamment religieuse, et de l'anthropologie politique. Elle a d'ailleurs été recrutée par un laboratoire qui est voué à l'étude du politique à l'échelle internationale.

Sa thèse a porté sur une catégorie spécifique de femmes révolutionnaires qui ont trouvé dans l'islam, et notamment dans la pratique du voile, un mode d'affirmation dans la société. L'une de ses thématiques majeures est précisément l'« être en société » (*adam-e ejtemai*) qui, dans le cadre des transformations de l'Iran au XXe siècle, s'efforce de mettre en harmonie la vie privée, notamment familiale, et la participation à la société : le port du voile a pu être, pour de jeunes femmes révolutionnaires, une forme de composition entre le *zâher* (extériorité) et le *bâten* (intériorité). En bref, ce qui caractérise la démarche de Fariba Adelkhah, c'est l'attention qu'elle porte, sans aucun regard normatif, sur le changement social en Iran, tout au long du XXe siècle et notamment après la révolution.

Elle est une chercheuse de terrain hors pair, se concentrant sur les pratiques sociales, sans préjugés, sans *a priori* théoriques ou idéologiques, mêlant une vraie empathie et une distance souvent très ironique. Ce qui l'a souvent rendue gênante d'un point de vue politique, tant aux yeux des tenants du régime qu'à ceux de son opposition. Fariba Adelkhah a, en particulier, une compréhension intime de la société populaire iranienne, y compris de sa religiosité qu'elle ne sur-interprète jamais de manière culturaliste mais dont elle sait restituer la sensibilité, chose rare chez des universitaires d'origine iranienne souvent prisonniers du roman national et du paradigme positiviste de la sécularisation.

Son anthropologie du voyage, y compris celle du pèlerinage, doit être comprise de la sorte et est une récusation puissante du nationalisme méthodologique. Le voyage n'est cependant pas seulement un déplacement physique ; c'est aussi pour Fariba Adelkhah un cheminement permanent au cours duquel le terrain lui sert à faire, défaire et refaire sa problématique et, peut-être plus encore, sa démarche. Ce voyage-cheminement, constitué de détours et de chemins buissonniers, moments où l'on sort de son sujet pour mieux y revenir, est aussi l'expression de sa passion pour la recherche. Pour elle, le voyage n'est pas le lointain et l'exotique, et le terrain n'est pas l'ailleurs, c'est au contraire le proche et l'intime.

Comment peut-on dire que les travaux de Fariba s'inscrivent dans la thématique de l'anthropologie en partage ? Comment, à votre avis, se saisit-elle de cette notion de partage dans ses approches et ses analyses ?

À cheval sur la société iranienne et sur la société française, parfaitement biculturelle, Fariba Adelkhah est un partage à elle toute seule ! Y compris par sa compréhension et sa maîtrise du savoir et de la sensibilité religieuses, en particulier dans sa dimension khorassanaise (province dont sa famille est originaire), qui porte des courants spécifiques de l'islam, dont le philosophe islamo-révolutionnaire Ali Shariati a été une expression parmi d'autres, et qui constitue par ailleurs une marqueterie humaine façonnée par des circulations pluriséculaires. Fariba Adelkhah est une chercheuse qui est parfaitement à l'aise aussi bien dans la pensée de Simone de Beauvoir, dont elle avait lu *Le deuxième sexe* dans sa traduction persane alors qu'elle vivait encore à Téhéran, et dans celle d'Ali Shariati, fils d'un clerc, ayant fait ses études de sociologie à la Sorbonne, auteur en particulier de *Fateme est Fateme*, le livre culte du féminisme islamique iranien (et qui lui-même avait dialogué avec Frantz Fanon).

Mais cette anthropologie du partage, chez Fariba Adelkhah, passe aussi par une formidable qualité d'écoute de ses interlocuteurs sur le terrain, par une observation souvent participante — par exemple, en tant que pèlerine à Damas et à la Mecque — et par son association avec des universitaires du cru, iraniens ou afghans. Elle a souvent tenu à co-publier avec ceux-ci et a toujours veillé, quand cela était possible, à les inviter à des réunions scientifiques en Europe. Le grand colloque qu'elle avait organisé au Ceri avec le concours du Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO) et de l'Agence française de développement (AFD), « Trente ans de République : mouvement social et construction d'une sphère publique en Iran », en juin 2008, avait été un modèle du genre. On y avait vu, dans un casting parfois surréaliste, dialoguer des ayatollahs et des militants iraniens dédiés à la cause LGBT. Il faut également citer le numéro spécial de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (REMMM) – *Guerre et terre en Afghanistan* – qui réunissait des chercheurs et chercheuses occidentaux et afghans et qu'elle a pris soin de faire traduire en pachtoune avec le soutien de l'Ambassade de France à Kaboul.

Être anthropologue, est-ce nécessairement prendre des risques ?

Qu'est-ce que le risque ? Le problème, c'est la construction ou la perception souvent très politique, idéologique et bureaucratique du risque. Beaucoup de terrains en Europe ou dans les sociétés industrialisées ne sont pas exempts de risques. Fariba n'est pas en prison parce qu'elle a pris des risques particuliers, mais parce que les autorités politiques ont jugé utile de la prendre en gage, ainsi que son collègue Roland Marchal, à des fins de marchandage ou selon des logiques qui n'ont rien à voir avec l'anthropologie et qui sont d'ordre politico-diplomatique.

Le Comité de soutien à Fariba Adelkhah

Le Comité de soutien à Fariba Adelkhah (initialement également à Roland Marchal) a été créé en octobre 2019 et est composé d'universitaires français et internationaux, notamment européens. Il a mis en avant la catégorie de « prisonnière scientifique » pour la différencier des « prisonnières politiques », notamment dans l'objectif de ne pas être récupéré par l'opposition iranienne. C'est aussi pourquoi le comité s'interdit certaines actions, comme les manifestations devant l'ambassade d'Iran à Paris.

Le Comité de soutien a appris sur le tas car, composé de collègues des deux chercheurs, aucun d'eux n'avait une expérience en la matière. Les opérations menées depuis plus de deux ans maintenant ont essentiellement été des opérations scientifiques et culturelles. Elles ont été parfois traditionnelles : diffusion de communiqués ; recherche et obtention de motions de soutien du monde académique et d'associations professionnelles ; installation de banderoles sur les universités et les lieux publics, à l'instar des mairies ; travail avec les journalistes. Mais le comité a évité d'autres modes habituels comme les pétitions, jugées totalement inefficaces dans ce cas. En revanche, il a cherché à innover en organisant des manifestations en musique, en danse ou avec des clowns, en réalisant des clips montés à partir de vidéos prises sur des téléphones portables, en réalisant des livres électroniques et en valorisant les poèmes ou collages réalisés en prison par Fariba. Il a également organisé un séminaire régulier « Sociologie et anthropologie sociale du politique : penser en pensant à elle et avec elle », réunissant des chercheurs et chercheuses qui présentent leurs travaux en lien avec des thématiques ou des démarches développées par Fariba Adelkhah.

Dès le départ, le Comité de soutien a été constitué à partir du réseau européen du FASOPO, ce qui lui a donné une dimension internationale et a permis de bénéficier de ses apports intellectuels, notamment la réalisation, toujours en cours, de la « caravane de la liberté scientifique » dont les étapes, en France et en Europe, analysent des points particuliers des risques du métier et des atteintes à la liberté scientifique. Ce sont ces connexions internationales qui ont également permis à Fariba de recevoir des distinctions, à l'instar du doctorat honoris causa de l'Université de Genève.

Enfin, le comité a tenu à avoir des contacts réguliers avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dès lors que le travail diplomatique existe, mais il a toujours revendiqué son autonomie.

▶ Toutes les activités du comité sont à retrouver en ligne.

Être anthropologue, et plus généralement chercheur en sciences sociales, en Iran comme dans la plupart des pays de la région, est en soi un risque, dans des régimes étrangers à l'idée de liberté scientifique, mais aussi dans des sociétés que la mise en dépendance coloniale ou para-coloniale a traumatisées et qui, *de facto*, ont été observées, voire espionnées, par des chercheurs en sciences sociales et des archéologues à une époque où ces disciplines n'étaient pas encore « critiques » et avaient souvent partie liée avec leurs autorités politiques, notamment dans le contexte colonial.

Cette violation de la liberté scientifique par des pays autoritaires, qui ne voient souvent dans la recherche sur leur société qu'« espionnage », « propagande contre le régime » ou « atteinte à la sûreté nationale » (pour reprendre les accusations contre Fariba Adelkhah), ne doit pas nous faire oublier que, dans le même temps, Fariba Adelkhah s'est à plusieurs reprises vu refuser un visa par les États-Unis alors qu'elle y était invitée par des universités prestigieuses — et ce bien qu'elle soit citoyenne française, du simple fait de son origine iranienne. Au-delà du Moyen-Orient, la Chine constitue une menace très préoccupante pour l'université et la recherche, du fait de sa répression interne, et à l'étranger, par le biais d'une surveillance tatillonne de ses étudiants et de mesures de rétorsion à l'encontre de leur famille. Mais aussi par le truchement de ses financements dont nombre d'établissements occidentaux sont devenus dépendants et qui accueillent des Instituts Confucius idéologiquement très orientés.

Fariba Adelkhah est intrépide et indépendante d'esprit, mais elle n'a jamais été une tête brûlée. Simplement, elle était consciente de ce risque d'arrestation, ne serait-ce que parce que les autorités iraniennes lui avaient confisqué son passeport à plusieurs reprises. Cela ne l'a jamais dissuadée d'exercer son métier et sa vocation en Iran. En Afghanistan, les risques qu'elle a pris étaient d'un autre ordre, puisqu'elle a fait du terrain en pays hazara, dans la région de Bamyan, en traversant des zones plus ou moins contrôlées par les talibans, sans compter les risques d'attentat à Kaboul. Enfin, il y a des risques dont on ne parle jamais : celui des maladies dans des pays où l'hygiène publique a ses limites ; et, plus trivialement, celui de la conduite kamikaze des chauffeurs sur des routes très dangereuses…

contact&info
▶ Béatrice Hibou
Ceri
beatrice.hibou@sciencespo.fr
▶ Pour en savoir plus
https://faribaroland.hypotheses.org

Grand équipement documentaire : ouverture à la consultation du fonds d'archives Pierre Bourdieu

Depuis 2020, le Fonds d'archives Pierre Bourdieu est confié en dépôt au Grand Équipement Documentaire (GED) du Campus Condorcet. Au terme de six ans d'inventaire, ce fonds privé est ouvert à la consultation, sous certaines conditions, depuis le 1er février 2022.

Grand équipement documentaire, forum © Sergio Grazia

Un fonds exceptionnel

Constitué d'un vaste ensemble documentaire couvrant toute l'activité professionnelle de Pierre Bourdieu des années 1950 jusqu'à sa disparition en 2002, le fonds comprend des manuscrits originaux de livres et d'articles avec la documentation afférente, des matériaux d'enquêtes, des supports de cours et de séminaires, des notes, des affiches, des rapports réalisés pour différentes institutions, des documents liés au travail éditorial (collections *Le Sens Commun* aux Éditions de Minuit, *Liber* au Seuil, revue *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, *Liber : revue internationale des livres*, Éditions Raisons d'Agir), ainsi que de la correspondance. Au total, le fonds occupe environ 100 mètres linéaires d'archives, pour plus de 1 000 dossiers, auxquels s'ajoute une partie significative de la bibliothèque personnelle de Pierre Bourdieu.

Des archives pour une histoire des sciences sociales

Ce fonds offre un excellent moyen d'enrichir et de renouveler l'histoire des sciences sociales, tant par son ampleur que par sa richesse documentaire et son ouverture à d'autres disciplines que la sociologie : la philosophie, la linguistique, l'anthropologie, l'histoire, l'esthétique, etc. Il permet de lancer ou d'enrichir les recherches non seulement sur l'œuvre de Pierre Bourdieu, mais aussi sur des auteurs avec qui il fut en relation au cours de sa vie. Au-delà de ces objectifs généraux, ces archives permettent de penser les liens entre les recherches et les espaces sociaux dont elles dépendent et où elles produisent des effets, ou entre des œuvres savantes et l'ensemble des personnes ou institutions (enquêtés, collaborateurs, collègues ou concurrents, éditeurs, lecteurs, journalistes, etc.) impliquées dans leur production et/ou leur réception.

Mais ce fonds ne se réduit pas au passé. Il peut également servir à réaliser des enquêtes sur des terrains ou des objets contemporains, dans une perspective comparative conduisant à « revisiter » les travaux passés pour les confronter à d'autres contextes historiques ou nationaux. La carrière internationale de Pierre Bourdieu et le rayonnement de son œuvre à l'étranger se traduisent par la grande diversité linguistique et géographique du fonds, qui donne à voir la formation progressive d'une internationale scientifique — dont l'histoire reste à écrire — qui s'avère riche en enseignements à l'heure où se multiplient les injonctions à d'autres formes d'internationalisation de la recherche.

À distance de l'approche purement biographique, voire hagiographique, et de l'érudition fétichiste, ce fonds offre donc un moyen d'actualiser un programme de recherche fait de rigueur et de créativité, d'engagement et de réflexivité, à la fois tourné vers l'avenir et soucieux de créer les conditions d'une véritable cumulativité en sciences sociales.

Modalités d'accès et procédure d'évaluation

En concertation avec le service des Archives du GED, l'accès au fonds est soumis à l'avis du Comité d'évaluation scientifique du Fonds Pierre Bourdieu. Celui-ci est actuellement composé de neuf membres : Etienne Anheim (EHESS), Jérôme Bourdieu (EHESS), Julien Duval (CNRS), Paul Pasquali (CNRS), Amín Pérez (Uqam), Franck Poupeau (CNRS), Nicolas Renahy (Inrae), Marie-Christine Rivière (Collège de France) et Gisèle Sapiro (EHESS).

Certaines parties du fonds des documents comportant des informations personnelles sur des tiers, dont la correspondance, et certains documents audiovisuels ne sont pas communicables, sauf dérogation exceptionnelle du comité d'évaluation et sous réserve du statut juridique des documents concernés. C'est aussi le cas du fonds d'ouvrages qui n'est pas encore catalogué par les services du GED.

Le fonds d'archives est consultable dans la salle Archives & Réserve située au troisième étage du GED.

L'inventaire du fonds est disponible sur Calames. Attention : toute demande de consultation doit indiquer précisément le ou les documents désirés ainsi que leurs côtes indiquées sur Calames.

Deux types de demandes de consultation sont possibles, en fonction de l'étendue et de la durée de consultation envisagées : soit limitée et ponctuelle, soit étendue et au long cours.

Les demandes de consultation limitées et ponctuelles font l'objet d'une validation au fil de l'eau, sur la base d'un message électronique à envoyer au comité avec copie au service des Archives du GED, dans lequel sont indiqués l'objet de la recherche, la justification du choix des documents consultés et la cote précise de ces derniers. Le comité d'évaluation vérifie la pertinence de la demande au regard du contenu du fonds et de sa politique scientifique générale.

Les demandes nécessitant un accès prolongé au fonds et la consultation d'un nombre important de documents sont examinées par le comité d'évaluation dans les trois mois. Ces demandes au long cours nécessitent, outre le message électronique mentionné ci-dessus, un projet de recherche et/ou de valorisation du fonds de deux à trois pages au maximum, précisant les cotes concernées, la finalité du travail (mémoire universitaire, publication, enquête journalistique…), les grandes lignes de la recherche dans laquelle cette demande de consultation s'inscrit, ainsi que le calendrier envisagé. Le message électronique et le projet rédigé doivent être envoyés au comité avec copie au service des Archives du GED. Le comité d'évaluation prend en considération l'intérêt et l'originalité des projets, leur articulation avec les recherches en cours ainsi que leur attention à la déontologie du travail scientifique. Toute réponse négative fera l'objet d'une motivation par mail.

Le Grand équipement documentaire ouvert du lundi au vendredi

Le Grand équipement documentaire (GED) du Campus Condorcet a élargi l'accès à ses espaces de consultation à cinq jours par semaine depuis le 24 janvier.

L'amplitude horaire reste inchangée : de 10 heures à 19 heures. L'accès se fait par le hall d'accueil du GED situé dans le forum, au Nord, et reste pour l'instant réservé aux résidents du Campus Condorcet (chercheurs et étudiants).

Informations pratiques

Adresse
10, cours des Humanités,
93322 Aubervilliers

Horaires
Du lundi au vendredi de 10 h à 19 h

Conditions légales et usage des documents

Attention : l'autorisation de consultation est distincte de l'autorisation d'usage ou de citation des documents.

Tout usage ou citation doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès des ayants droit du fonds Bourdieu par l'intermédiaire du service des Archives du GED. Dans ce cas, toute citation et réutilisation des documents contenus dans le fonds Bourdieu reste soumise au respect des droits d'auteur définis par le Code de la propriété intellectuelle.

Sauf dérogation accordée par les ayants droit, la reproduction des documents contenus dans le fonds Pierre Bourdieu est strictement interdite, quels que soient le support et le moyen utilisés (appareil photo, smartphone, scanner portable, photocopieuse, caméra, etc.), sous peine de poursuites judiciaires.

Plus généralement, toute personne accédant au fonds s'engage à respecter les règles de communicabilité des archives publiques définies par les articles L213-1 à L213-7 du Code du Patrimoine modifié par la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008.

Enfin, à l'issue d'une recherche (ponctuelle ou non, limitée ou étendue) mobilisant des archives du fonds Pierre Bourdieu, un exemplaire électronique de la publication doit obligatoirement être transmis au comité d'évaluation.

contact&info
▶ Stéphanie Groudiev,
directrice du GED
stephanie.groudiev@campus-condorcet.fr
▶ Pour en savoir plus
https://www.campus-condorcet.fr/

Agrigenre, le genre dans les mondes agricoles

Agrigenre, le genre dans les mondes agricoles est le carnet de recherche de Valéry Rasplus, sociologue de l'environnement et du genre, dont les recherches visent à explorer les pratiques et les choix mis en œuvre au sein des exploitations et des fermes agricoles, tout en prenant appui sur la question des rapports de genre. Il interroge notamment le choix des machines et des outils en analysant le rapport à la technique en fonction du genre, et propose de nombreux résultats d'enquêtes qui interrogent la division spatiale et genrée du travail agricole selon différents angles.

Que recouvre comme réalités le terme agricultrice, par rapport à agriculteur, quelles conceptions du métier et quelles tâches accompagnent le texte ? Comment les agriculteurs et les agricultrices ont-ils vécu, et vivent-ils encore, la crise sanitaire de la covid-19, à la fois sur un plan personnel mais aussi sur celui des pratiques de l'exploitation agricole ? Comment les genres sont-ils représentés dans le monde des jouets associés à l'agriculture ? Les enquêtes et retours de terrain rendent également compte du quotidien de moniales cisterciennes qui ont développé une activité en permaculture, de la place des femmes dans l'agriculture en Pays basque Nord et de leur rôle en tant que représentantes syndicales dans le milieu agricole français.

Le carnet propose, en outre, des recensions d'ouvrages sur les pratiques permaculturelles, sur la production de vins bio et la biodynamie, et présente des podcasts comme « Filles de Vignes », qui met en lumière les clichés sur les femmes dans le monde du vin, réputé comme masculin, et aborde des problématiques telles que le harcèlement, la violence et la discrimination, mais aussi l'écoféminisme ou la polyculture.

Ouvert aux contributions extérieures, avec par exemple cet état des lieux des enjeux alliant genre, agriculture familiale et changements climatiques au Mali, il permet de comprendre la question du genre dans le monde agricole tant au niveau des stratégies individuelles et collectives d'agriculteurs et agricultrices qu'au niveau des logiques sociales qui les sous-tendent.

Sophie Guillot

contact&info
▶ Valéry Rasplus
agrigenre@ouvaton.org
▶ Pour en savoir plus
https://agrigenre.hypotheses.org
https://www.openedition.org/29946

contact&info
▶ Céline Guilleux
celine.guilleux@openedition.org
OpenEdition
▶ Pour en savoir plus
https://www.openedition.org

UN CARNET À LA UNE

la lettre de l'InSHS

▶ **Directrice de la publication** Marie Gaille
▶ **Directeur de la rédaction** Alexandre Gefen
▶ **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
▶ **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
▶ **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
▶ **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
▶ **S'abonner / se désabonner**
▶ **Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS**
www.cnrs.fr/inshs
▶ **Retrouvez l'InSHS sur Twitter** @INSHS_CNRS

Institut des sciences humaines et sociales CNRS
• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243